



Institutionnalismes, rationalisme et structuralisme en science sociale

Bernard Billaudot

► To cite this version:

Bernard Billaudot. Institutionnalismes, rationalisme et structuralisme en science sociale. 2004.
halshs-00105038

HAL Id: halshs-00105038

<https://shs.hal.science/halshs-00105038>

Submitted on 10 Oct 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CAHIER *de* RECHERCHE

2004 # 3

Efficiencie et Mutations des Organisations Industrielles

Institutionnalismes, rationalisme
et structuralisme en science sociale

Bernard **BILLAUDOT**

Juin 2004



Laboratoire d'Economie de la Production et de l'Intégration Internationale – FRE2664
UPMF-BP47 -38040 GRENOBLE Cedex 9
leprii@upmf-grenoble.fr Tél. : 04 76 82 56 92
<http://www.upmf-grenoble.fr/leprii>

Projet d'article (troisième version définitive)

Institutionnalismes, rationalisme et structuralisme en science sociale

Résumé

Le renouveau de l'institutionnalisme est multiple : il y a trois façons distinctes de mener une analyse qui soit apte à ressaisir les institutions en expliquant *a priori* ou en comprenant *post factum* leur formation et il n'y en a que trois. Cette triade - l'institutionnalisme rationnel, l'institutionnalisme sociologique et l'institutionnalisme historique - se décline dans chaque discipline des sciences sociales, parce qu'elle est caractérisée dans des termes qui ne font pas référence à une quelconque logique de division du travail entre disciplines. Le fond commun de ces trois approches a une identité propre : cette problématique institutionnaliste se distingue des deux problématiques traditionnelles en science sociale, le rationalisme et le structuralisme, sans exclure des espaces de recouvrement. Lorsqu'on les envisage comme des étapes méthodologiquement justifiées par le souci de ne pas embrasser d'un coup la réalité sociale dans toute sa complexité (faite de différences et de changements des comportements individuels), les trois institutionnalismes sont complémentaires. A l'inverse, si on considère les deux premiers, non pas comme de simples moments (successifs) dans la compréhension de l'avènement, de la stabilisation et du changement des règles dans l'histoire, mais comme des analyses qui suffisent à expliquer ou comprendre les formes institutionnelles en place dans un territoire ou dans une organisation particulière à tel moment, cette complémentarité s'efface en laissant la place à des oppositions. L'institutionnalisme holiste (institutionnalisme sociologique et institutionnalisme historique) se présente alors comme une approche alternative à l'institutionnalisme rationnel ; puis l'institutionnalisme historique, comme une alternative structuraliste à l'institutionnalisme sociologique simplement ensembliste.

Mots clés

Institution, règle, structure, rationalité, individualisme, holisme

Introduction

A partir du début des années mille neuf cent soixante dix, beaucoup d'économistes ont progressivement franchit le Rubicon qui séparait la science économique de la sociologie. Reconnaisant l'existence empirique de règles (normes sociales, réglementations publiques, arrangements organisationnels ou contractuels particuliers), ils se préoccupent de les expliquer ou de les comprendre théoriquement¹. De même, à l'autre bout du champ académique, pour ceux qui ne se sont plus contenté d'une approche marxiste ne traitant qu'en creux des institutions². En ce sens, les uns et les autres sont devenus des institutionnalistes, sans que tous s'affichent pour autant comme tels et *a fortiori* revendiquent une filiation avec l'école institutionnaliste américaine du début du XX^{ème} siècle.

Ce renouveau de l'institutionnalisme au sens large n'est pas propre à l'économie. On le constate dans toutes les sciences sociales. Des chercheurs se sont préoccupés de classer ces travaux. Sur la base d'un recensement relativement complet de ces derniers en science politique et en théorie des organisations, Hall et Taylor [1996] distinguent trois façons principales de mettre en œuvre une analyse institutionnaliste ou encore trois néo-institutionnalismes : l'institutionnalisme historique (IH), l'institutionnalisme des choix rationnels, que je propose de qualifier plus simplement d'institutionnalisme rationnel (IR), et l'institutionnalisme sociologique (ISo)³. Bruno Theret [2000a, 2000b] a ensuite étendu la portée de cette analyse en montrant que cette distinction se retrouve dans toutes les sciences sociales, notamment en économie. Et il l'a systématisée en proposant, en amont de la distinction entre disciplines, une vision du champ des institutionnalismes – ce champ est construit en considérant les deux questions retenues par Hall et Taylor pour interroger les écoles existantes et les différencier : (1) comment construire la relation entre institution et comportement, (2) comment expliquer le processus par lequel les institutions naissent et se modifient⁴.

Cet apport relève de la démarche classique consistant à partir des pratiques de recherche et à construire une typologie de ces pratiques. Il s'agit d'une étape incontournable. Mais on en connaît aussi la principale limite : le fond commun de ces trois approches n'est alors défini qu'en extension. On doit recourir à une démarche en compréhension si on entend lever quelque peu le flou et le vague d'une telle définition. C'est à cette condition que l'on peut comprendre pourquoi cette problématique générale se décline selon trois modalités distinctes et seulement trois⁵.

¹ Voir notamment [Arrow, 1973, 1974], [North, 1990], [Mäki, Gustafsson, Knudsen, 1993] et [Postel, 2003].

² En particulier, l'école de la régulation, en France [Boyer, Saillard, 2002]. Voir aussi : Chavance [2001], Boyer [2003a, 2003b], Chanteau [2003], Servais [2000].

³ Je le note « ISo », avec « So » pour « sociologique », dans la mesure où j'utilise dans la suite « S » pour « structuraliste ».

⁴ A chacune de ces questions est associé un axe. Le premier axe oppose le calcul (stratégie) et la culture (routine) comme raisons pour un individu d'adopter un comportement conforme à des règles et le second, la coordination (cognition) et le conflit (pouvoir) comme sources des institutions. Les trois (néo)institutionnalismes ne sont pas les quatre pôles de ce champ à deux axes. Ce sont des positions dans ce champ. La RAT (IR) est proche du premier pôle (calcul-coordination), l'IS (ISo) est proche du second (culture-coordination) et l'IH est en position médiane relativement au premier axe (il combine calcul et culture) tout en se situant du côté du conflit sur le second, ce qui l'oppose à la fois à la RAT et l'IS. S'agissant de positions correspondant à des regroupements de recherches effectives, et non de normes, ces positions sont à même d'évoluer.

⁵ Ceci est d'autant plus nécessaire qu'une partie du flou dont on vient de faire état tient au fait que les deux questions qui servent à organiser l'analyse des pratiques de recherche dans le champ considéré ne sont pas indépendantes. En effet, l'explication que l'on peut donner du processus par lequel les institutions naissent et se

Cet article développe une telle démarche en compréhension de l'institutionnalisme et de sa déclinaison, en se situant à l'amont de toute division du travail entre sciences sociales. Il ne traite pas de l'application de cette grille d'analyse à l'économie⁶. Il comprend quatre parties. On commence par identifier cinq méthodes possibles en science sociale, dont trois ont la faculté de ressaisir explicitement les institutions. On caractérise ensuite les trois visions de la vie des hommes en société qui commandent ces trois normes méthodologiques, en délimitant ainsi trois approches institutionnalistes. On se pose ensuite la question de la nature du fond commun de ces trois approches et on montre qu'il a une identité propre au regard des deux grandes problématiques traditionnelles, le rationalisme et le structuralisme. On montre enfin que la déclinaison de cette problématique institutionnaliste en trois approches distinctes correspond à des étapes dans l'appréhension de la complexité de la vie sociale. On en conclut que ces trois approches sont à la fois complémentaires et contradictoires.

1. A partir de l'état actuel du débat entre individualisme méthodologique et holisme méthodologique : cinq normes méthodologiques possibles en science sociale

Si on se focalise sur les institutionnalismes actuels, ce sont les différences qui ressortent. Leur fond commun s'efface derrière celles-ci ou se réduit comme une peau de chagrin. Les deux premières parties ont pour objet de comprendre ce constat, c'est-à-dire de montrer que, si on se préoccupe de ressaisir les institutions⁷, il y a bien trois approches formellement possibles en science sociale, et seulement trois ; et qu'elles sont clairement distinctes les unes des autres. Le point de vue adopté dans cette première partie est strictement méthodologique. Après avoir précisé ce qu'est une approche générale en science sociale et la place qu'y occupe la méthode, on construit les positionnements méthodologiques possibles à partir de l'état actuel du débat entre individualisme méthodologique et holisme méthodologique. Il y en a cinq. Dans trois d'entre elles, les institutions sont explicitement ressaisies.

1.1. La notion d'approche générale de la science sociale

Pour Joseph Schumpeter, toute théorie positive – entendue comme une analyse ordonnée de phénomènes observés dans un domaine – repose sur une vision de ce domaine. Ainsi, une vision n'est pas encore une théorie. C'en est un préalable indispensable. Cette vision impose par ailleurs une certaine méthode (ou démarche) pour construire une théorie à même d'expliquer (ou de comprendre, si on préfère) ce que l'on observe dans ce domaine. Cette méthode ne se réduit pas à un ou deux principes généraux. Elle doit être opérationnelle. Le terme d'approche désigne alors le couple constitué par une vision et la méthode accordée à cette vision. Ainsi, une même approche peut présider à l'établissement de nombreuses théories partielles ou même être à l'amont de plusieurs programmes de recherche (au sens de Lakatos). Le domaine en question peut être plus ou moins étendu. La vision comprend toujours une délimitation de ce domaine et par voie de conséquences de l'objet en question. Ainsi définie, une approche est plus précise qu'une problématique générale de cet objet, dans

modifiant dépend essentiellement de la façon dont on construit la relation entre institutions et comportement individuel, de telle sorte que la réponse à la seconde est contenue dans celle que l'on apporte à la première.

⁶ D'ailleurs, l'ancienne division faisant une place spécifique à l'économie s'efface avec l'IR et on n'en reconstruit une nouvelle qu'en IH. Ce point n'est pas traité dans cet article.

⁷ On s'en tient à la désignation empirique la plus simple : une institution est tout ensemble de règles doté d'une certaine cohérence. En ce sens, toute institution relève d'une délimitation ad hoc en l'absence de critère théorique pour juger de la dite cohérence et la liste des institutions se décline presque à l'infini, comme un poème de Prévert.

la mesure où une problématique ne fixe pas la méthode (elle ne fait qu'en délimiter certaines caractéristiques). Une approche générale de la science sociale (ou une approche générale en science sociale, comme on voudra) couple donc une vision de la vie des hommes en société et une méthode pour construire un savoir à son sujet. Elle ne se confond pas avec une préoccupation particulière la concernant, comme par exemple celle de comprendre comment les normes sociales émergent de l'interaction des individus. En effet, une préoccupation peut être commune à plusieurs approches - ce qui est le cas, on va le voir, pour la précédente. D'ailleurs, une préoccupation n'est pas non plus le critère distinctif d'une problématique générale en science sociale. On défendra dans la seconde partie l'idée qu'une problématique déborde une seule approche et peut être ainsi le fond commun de plusieurs approches. C'est en ce sens que l'on parlera d'institutionnalisme, de rationalisme et de structuralisme.

La méthode comme porte d'entrée de la définition d'une approche

Une approche est souvent réduite à sa seconde composante, la méthode d'analyse ou méthodologie mise en œuvre. Cela se comprend pour plusieurs raisons : 1/ la vision et la méthode sont toujours cohérentes entre elles (à une vision correspond une méthode et réciproquement) ; 2/ c'est souvent la méthode qui prime, en ce sens que c'est le choix de méthode qui impose la vision, cette dernière pouvant alors être jugée réductrice par certains de ceux qui mettent en œuvre cette méthode ; 3/ les différences entre approches d'un même objet ne ressortent clairement – elles ne peuvent être objectivement explicitées - qu'au plan de la méthode. La méthode est donc la bonne porte d'entrée pour distinguer diverses approches générales en science sociale.

1.2. L'objet et les termes actuels du débat entre deux principes méthodologiques, l'individualisme méthodologique et le holisme méthodologique

Commun à toutes les sciences sociales, le débat méthodologique traditionnel et récurrent est celui qui oppose l'individualisme méthodologique (IM) et le holisme méthodologique (HM)⁸. Ce débat est relatif à la démarche que l'on doit retenir pour construire une théorie explicative ou compréhensive des phénomènes sociaux. De quoi doit-on partir ? Par quoi doit-on passer ? Une remarque préalable est nécessaire, étant entendu que ce débat est spécifique à la science sociale. Les phénomènes sociaux que l'on se propose d'expliquer ou de comprendre au point d'aboutissement de la démarche de construction de la théorie sont des événements qui sont observés au niveau méso ou macro social ; les actions individuelles, les comportements individuels en société, en sont naturellement exclus ; mais aussi les objets collectifs que sont les normes, les règles, les arrangements organisationnels particuliers de toute sorte, en un mot les institutions ; ces dernières sont des données relatives aux ensembles sociaux (ou aux structures sociales, si on préfère) au sein desquelles les individus agissent et dont ils sont les supports ; à la différence des comportements individuels qui relèvent du niveau micro social, ces objets collectifs sont, avec les phénomènes sociaux, ce que Coleman [1990] appelle des effets sociétaux. Bien évidemment, les comportements individuels et les objets collectifs font partie de la vie sociale ; ils peuvent faire l'objet d'une étude particulière. Ce que l'on veut faire comprendre ici est que le débat en question ne porte pas sur une telle étude particulière ; il porte sur la méthode à mettre en œuvre pour expliquer ou comprendre des phénomènes sociaux au sens strict défini ci-dessus, donc sur la place que cette étude particulière doit ou

⁸ Ce débat est souvent confondu avec le débat primordial « monisme méthodologique / pluralisme méthodologique ». Il y a lieu de considérer qu'il s'agit de deux débats distincts, bien qu'imbriqués [Billaudot, 2004a]. Précisons que la question soulevée par la présence de causalités circulaires ou croisées relève du débat IM/HM (sur ce dernier point, voir [Mouchot, 1996]).

peut prendre dans la démarche qui conduit à ce résultat. Pour le dire autrement, la question posée est de savoir comment sont pris en compte les comportements individuels et les objets collectifs dans le cours de cette démarche.

Individualisme méthodologique/ holisme méthodologique : un espace de recouvrement et une absence de symétrie

La vulgate en la matière est de considérer que l'on est en présence de deux principes méthodologiques strictement opposés, l'un étant en quelque sorte le symétrique de l'autre. Puisqu'on doit en tout état de cause partir de quelque chose pour construire une théorie, l'individualisme méthodologique (IM) dirait que « on doit partir des individus », tandis que l'holisme méthodologique (HM) dirait que « on doit partir d'objets collectifs ». Ce n'est pas aussi simple. Voyons d'abord ce qu'il en est précisément pour l'IM⁹. Selon la définition qu'en donne Blaug, le principe de l'IM « affirme que l'on ne peut considérer comme adéquates les explications des phénomènes sociaux, politiques et économiques que si elles sont formulées en termes de croyances, d'attitudes et de décisions individuelles » [Blaug, 1994 : 44]. Ce principe ne dit pas que « on doit partir des individus ». Il ne s'agit là que d'une modalité simple de mise en œuvre de ce principe, qui peut être qualifiée d'IM simple. Ce principe dit seulement que « on doit passer par les individus ». Le point de départ peut donc tout aussi bien être en tout ou partie relatif à des objets collectifs, à condition que l'on passe par les individus, c'est-à-dire que l'on ressaisisse leurs comportements dans le cours de la démarche. Il s'agit alors d'un IM complexe. De plus, l'IM simple et l'IM complexe se décomposent eux aussi (voir figure 1 et le tableau 1 annexé).

Le principe de l'HM est une application en science sociale de la méthode holiste d'analyse de tout système d'éléments reliés entre eux et formant un tout. Ce principe est que « les ensembles sociaux sont censés avoir des finalités et des fonctions qui ne peuvent pas être réduites aux croyances, attitudes et actions des individus qui les composent » [Blaug, 1994 : 44]. Ce principe énonce seulement un rejet. Il ne dit pas positivement que « on doit partir des objets collectifs ». Cette expression positive en est la formulation normale, l'HM normal. Le principe général dit seulement que « on ne doit pas partir des individus ». En conséquence, il n'impose pas le contraire de l'IM, puisque cette proposition contraire est que « on ne doit pas passer par les individus ». A la limite d'ailleurs, aucun de ceux qui retiennent la méthode holiste ne défendent un tel interdit. Le débat porte sur la façon de passer par les individus. Il y a en fin de compte trois modalités opérationnelles de mise en œuvre de l'HM (voir figure 1 et le tableau 1 annexé).

La prise en compte de l'état actuel du débat IM/HM conduit donc à deux conclusions : il y a un espace de recouvrement entre l'IM et l'HM et il n'y a pas de symétrie entre les deux côtés (voir figure 1). Le recouvrement partiel de l'HM par l'IM est ce qu'on a qualifié d'IM complexe ; quand à l'IM simple et l'HM normal que la vulgate oppose, ils n'ont pas de frontière commune ; un fossé les sépare ; ce dernier délimite une solution intermédiaire, qui ne fait partie ni de l'un ni de l'autre : c'est l'HM faible. L'absence de symétrie résulte du fait que le principe de l'HM est un énoncé négatif.

⁹Je m'appuie sur les réexamens de l'IM réalisés par R. Boudon [1985] et J. P. Dupuy [1992], en prenant par ailleurs en compte la critique du premier par C. Mouchot [1996].

*Figure 1 : Individualisme méthodologique / Holisme
méthodologique*

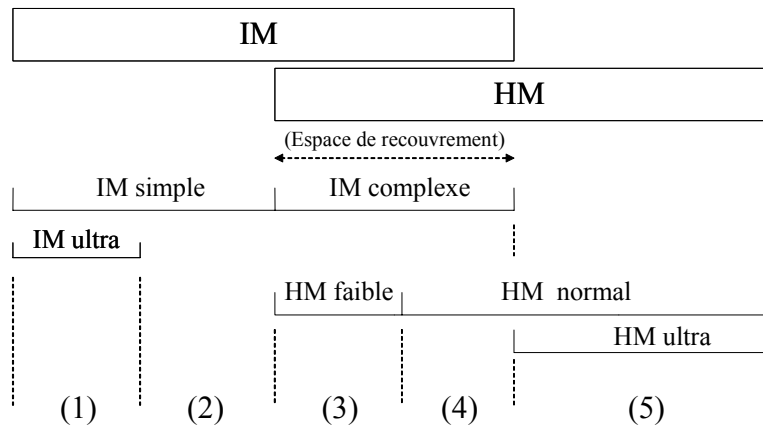


Tableau 1 (annexé à la figure 1) : Les déclinaisons de l'IM et de l'HM

IM « On doit passer par les individus »	IM simple « On doit partir des individus ».	IM ultra (1) ...et « on ne doit pas passer par des objets collectifs »	HM
		(2) ...et « on doit passer par des objets collectifs »	
	IM complexe « On ne doit pas nécessairement partir des individus, mais on doit passer par les individus »	(3) « On part à la fois des individus et d'objets collectifs »	
		(4) « On part d'objets collectifs et on doit passer par les individus »	
HM « On ne doit pas partir des individus »	HM faible (3) (voir le correspondant en IM) « On ne part pas seulement d'objets collectifs »		IM
	HM normal « On doit partir d'objets collectifs »	(4) (voir le correspondant en IM) ...et « on doit passer explicitement par les individus »	
		HM ultra (5) ...et « il n'est pas nécessaire de passer explicitement par les individus »	

1.3. Conclusion : cinq normes méthodologiques, dont trois permettent de ressaisir les institutions

Il en résulte qu'on a toute une palette de méthodes *a priori* possibles. Ces postures méthodologiques distinctes, ces normes si on préfère, sont au nombre de cinq. Pourquoi choisir telle ou telle ? La réponse ne se trouve pas du côté méthodologique. Une méthode n'est rien sans la vision de la vie des hommes en société qui l'accompagne en la justifiant. Seule une vision apporte une réponse à cette question, en donnant par ailleurs le sens précis

des expressions utilisées pour qualifier telle ou telle solution de méthode (par exemple, que signifie « passer par les individus » ?).

A ce stade, on peut seulement faire trois constats : (i) l'IM ultra est la seule norme qui ne fait pas explicitement une place aux institutions (les objets collectifs) dans l'analyse ; (ii) avec l'HM ultra, cette place se trouve à l'entrée et non dans le cours ou à la sortie de l'analyse ; (iii) dans les trois normes intermédiaires, cette place qui est faite aux institutions va de pair avec la nécessité d'analyser tout effet sociétal (phénomène social ou objet collectif) comme le résultat de l'agrégation des comportements individuels dictés par des motivations préalablement ressaisies. On en conclut que ces trois normes intermédiaires sont celles qui permettent d'analyser les institutions, les différences entre elles laissant entendre que l'« agrégation » en question n'a pas le même sens dans les trois.

On a ainsi une confirmation de la typologie construite par Hall, Taylor et Theret puisqu'on dégage trois méthodes distinctes, et seulement trois. L'hypothèse que l'on formule est que ces trois normes méthodologiques intermédiaires sont, dans l'ordre, celles qui sont constitutives de l'IR, de l'ISo et de l'IH au sens où en parlent ces auteurs (voir tableau 2). Comme ces derniers se préoccupent essentiellement de caractériser la problématique et les résultats de chacun de ces pôles, on ne peut tester cette hypothèse à cette étape. On ne peut le faire que si on remonte aux visions qui commandent ces trois choix distincts de méthode, afin de caractériser les approches correspondantes (on les note dans la suite AIR, AISo et AIH).

Tableau 2 : Un premier jeu d'hypothèses

	Norme méthodologique
Institutionnalisme rationnel	(2) : on doit partir des individus et on doit passer par des objets collectifs.
Institutionnalisme sociologique	(3) : on part à la fois des individus et d'objets collectifs.
Institutionnalisme historique	(4) : on doit partir d'objets collectifs et on doit passer par les individus.

2. Trois approches institutionnalistes distinctes

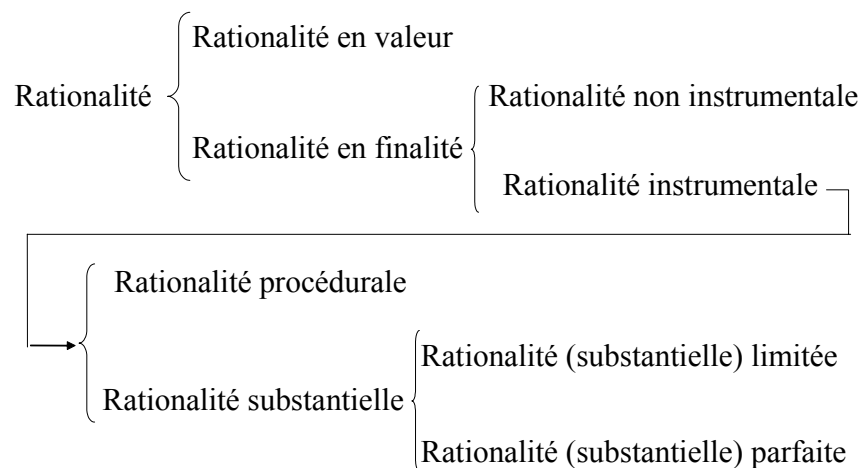
Deux questions se posent concernant la vision de la vie des hommes en société dans le champ que l'on vient de délimiter. Que voit-on à l'amont des comportements des individus ? Comment voit-on la formation des effets sociétaux, et notamment des objets collectifs, à partir de ces derniers ? La première question pose celle de la rationalité des comportements : voit-on la rationalité à l'amont des comportements et si oui comment se représente-on celle-ci ? La seconde question pose celle du statut d'une vision holiste selon laquelle les ensembles sociétaux (les structures collectives, si on préfère) ne se réduisent pas à la somme des actions individuelles : la vision holiste est-elle nécessairement structuraliste ou laisse-t-elle place à une version faible dite ensembliste ?

On traite successivement de ces deux questions. On disposera ainsi des éléments pour caractériser les visions qui commandent les trois normes méthodologiques que l'on a définies au point précédent.

2.1. La rationalité : exogène ou endogène ?

Deux entrées tout à fait distinctes se dégagent de la lecture des principaux travaux traitant de la rationalité des comportements individuels. La première est celle de Max Weber, qui part de l'activité, du sens visé par celui qui s'active, et qui se pose la question de savoir ce qui distingue les activités rationnelles de celles qui ne le sont pas. La seconde est celle de la science économique normale qui formule l'hypothèse d'une rationalité de *l'homo oeconomicus*, rationalité rendue opérationnelle par Savage. Au cours des vingt dernières années, diverses tentatives de raccordement entre ces deux entrées ont été proposées, d'un côté en déclinant la rationalité en finalité de Weber [Boudon, 1989], de l'autre en remontant à partir de la rationalité substantielle parfaite de Savage, comme le fait Simon [1976] en critiquant son caractère irréaliste. Une solution de synthèse possible est celle qui est présentée dans la figure 2, avec les définitions données dans le tableau 3 annexé à cette figure¹⁰.

Figure 2 : Le développement du concept de rationalité



¹⁰ Précisons que les formes qui sont déclinées sont des formes polaires, idéal-typiques au sens de Weber, et non des types distincts ne pouvant se combiner dans les pratiques concrètes.

Tableau 3 (annexé à la figure 2) : La rationalité et ses diverses formes idéal-typiques

<p>Rationalité (tout court) : attribut d'un individu doté d'une <i>disposition</i> (Pierce), celle d'agir dans son <i>propre intérêt</i>. Cela signifie que, si on lui demande, il est <i>capable</i> (la compétence de Giddens) de donner à chacune de ses activités ou comportements un <i>sens subjectif</i> (Weber) qui fait référence à ses propres désirs, sans exclure alors l'altruisme – désirer satisfaire le désir de l'autre - et <i>a fortiori</i> l'attention à l'autre. Un tel comportement se distingue ainsi d'un comportement déterminé de façon émotionnelle ou traditionnelle (Weber et Elias). Une action rationnelle n'est donc pas nécessairement contrôlée de façon réflexive et <i>a fortiori</i> précédée d'un raisonnement. La rationalisation - « si on lui demande... » - peut se faire <i>a posteriori</i>.</p>
<p>Rationalité (absolue) en valeur : l'individu agit de façon rationnelle « sans tenir compte des conséquences prévisibles de ses actes, au service qu'il est de sa <i>conviction</i> portant sur ce qui lui apparaît commandé par le devoir, la dignité, la beauté, les directives religieuses ou la grandeur d'une cause, quelle qu'en soit la nature » [Weber, 1995 : 56]. L'individu croit à la <i>valeur intrinsèque</i> – d'ordre éthique, esthétique, religieux ou autre - de son comportement (ou de son activité, si on préfère).</p>
<p>Rationalité (absolue) en finalité : l'individu agit de façon rationnelle « en tenant compte des conséquences prévisibles de ses actes et en adaptant au mieux les <i>moyens</i> disponibles à la <i>fin</i> propre visée » [Weber, 1995 : 57]. Ainsi, l'individu est doté, à cette étape du développement du concept, d'une <i>seconde</i> disposition, celle de se <i>projeter dans l'avenir</i>.</p>
<p>Rationalité instrumentale : agir de façon rationnelle en finalité dans un contexte où « la fin et les moyens de l'action sont parfaitement <i>séparés</i> » et en ne faisant intervenir « <i>aucune considération morale ou politique</i> concernant la <i>validité des moyens</i> eux-mêmes » [Postel, 2003 :29]. L'individu est ainsi doté d'une nouvelle disposition, celle de <i>réfléchir</i> avant toute pratique : cette dernière résulte d'une <i>décision</i>, c'est-à-dire d'un choix entre diverses solutions. La rationalité devient alors utilitariste : les désirs se portent sur des <i>biens</i> jugés utiles, y compris biens communs. On exclut alors à la fois le désir de satisfaire le désir de l'autre et celui de désirer sa présence (communiquer avec lui). Un bien est un objet que l'on désire. L'objectif de l'individu est de disposer de biens qui lui apportent de la satisfaction.</p>
<p>Rationalité (instrumentale) procédurale : la décision est un processus <i>cognitif</i> qui se déroule dans un contexte d'<i>incertitude radicale</i>. L'individu n'est pas dans un contexte tel qu'il aurait à choisir entre des solutions déjà là (comme on tire une boule dans un sac qui en contient déjà) ; il construit progressivement la solution qu'il va retenir. L'individu doit porter attention à l'autre : que va-t-il faire en réaction à ma propre décision ? La rationalité de la décision finalement prise (en termes d'intérêt propre) est appréciée au regard de la <i>procédure</i> suivie [Simon, 1976]. La procédure en question se définit par des règles, de type conventions.</p>
<p>Rationalité (instrumentale) substantielle : la décision est prise au regard de l'objectif poursuivi, objectif qui est atteignable en principe [Simon, 1976]. Cela nécessite le recours à des croyances pour surmonter l'incertitude radicale. L'individu <i>calcule</i> ce que lui rapporte chacun des choix possibles (en les classant selon ce rapport). Ce rapport est le critère retenu pour décider du bon choix. Un choix est préféré à un autre s'il rapporte plus. Comme cette rationalité est utilitariste, ce rapport est exprimé en utilité apportée par la consommation d'un panier de biens (hypothèse d'une fonction d'utilité).</p>
<p>Rationalité substantielle limitée : l'individu rencontre des limites dans la mise en œuvre de ce mode de choix substantiellement rationnel, en raison de capacités cognitives limitées (capacité de calcul limitée, manque d'informations,...). L'individu ne calcule que le rapport (absolu ou relatif) de certains choix. Il s'arrête lorsqu'il juge le rapport satisfaisant (March et Simon, première version).</p>
<p>Rationalité substantielle parfaite : la rationalité substantielle opère parfaitement. L'individu dispose d'une information complète sur la structure du problème auquel il est confronté, ainsi que d'une capacité de calcul infinie sans coûts et d'un ensemble complet et ordonné de préférences (Savage).</p>

Si la rationalité substantielle parfaite de la théorie économique standard qui se trouve à la sortie de cette déclinaison est parfaitement définie, tel n'est pas le cas de la rationalité « tout court » qui en est le point d'entrée comme fond commun de la rationalité en finalité et de la rationalité en valeur de Weber. Sa définition est implicite chez ce dernier. Une élaboration est nécessaire pour l'expliciter. On ne peut se contenter de dire, comme Boudon [2003], qu'un individu se comporte de façon rationnelle quand il a une « bonne raison » de faire ce qu'il fait. Cette élaboration passe par une définition plus précise de l'activité et par un recours à d'autres

concepts, notamment à la disposition de Pierce¹¹ et à la compétence de Giddens¹². Le propre de l'homme est de s'activer. Par activité, on entend toute façon pour un être humain d'occuper son temps en un lieu donné, caractérisé par un certain environnement, en mobilisant des ressources et en étant capable, si on lui demande, de communiquer un sens subjectif à cette activité. Cette activité a des effets ou résultats. Sa finalité est l'un de ces effets. C'est l'effet essentiellement visé par l'agent qui s'y livre ou par celui qui la commande lorsqu'elle est menée en situation de subordination. L'activité est sociale lorsque l'effet essentiellement visé est tourné vers autrui. A une certaine étape du processus d'individuation dans l'histoire, le sens subjectif communiqué par l'individu qui s'active se réfère essentiellement, non plus à l'émotion ou à la tradition, mais à ses propres besoins/désirs (elle lui permet d'en satisfaire un ou plusieurs). Cette activité devient pour lui une activité rationnelle (en valeur et/ou en finalité). La rationalité est donc conçue comme une disposition acquise à une certaine étape de l'histoire humaine. Ce n'est pas une propriété de première nature.

Cette disposition - celle d'agir dans son propre intérêt - ne s'applique qu'à des contextes sociaux dans lesquels l'individu a une existence telle qu'il est possible de parler de son propre intérêt. C'est donc seulement à cette étape de l'histoire humaine que se manifestent des comportements qui sont pour une part rationnels (au sens général retenu ici)¹³. Cela vaut, en particulier, pour la société moderne à laquelle on s'en tient dans la suite.

Cette conception générale de la rationalité s'oppose en cela à la rationalité substantielle parfaite que l'on trouve à la sortie de la déclinaison. En effet, l'*homo oeconomicus* qui calcule avant d'agir n'est pas vu comme un sujet s'inscrivant dans une histoire : la dimension historique et morale de ses préférences est mise entre parenthèses. Doit-on retenir que la rationalité est alors conçue comme une propriété de première nature de l'homme ? En termes de vision, la seule chose que l'on peut dire est que la rationalité substantielle parfaite n'est pas vue comme un produit de la société dans laquelle vit l'individu ou encore comme une règle sociale. Autrement dit, elle est vue comme exogène. Pour autant, on ne doit pas confondre l'hypothèse d'une rationalité exogène avec celle qui consiste à voir l'individu comme quelqu'un qui est totalement maître et libre de ses propres désirs - ces derniers lui seraient propres au sens fort du terme ; ils ne devraient rien à la société. En effet, comme le retient notamment Coleman, on peut très bien considérer que les préférences et les croyances des individus sont endogènes à la société dans laquelle l'individu choisit, mais on ne se propose pas de boucler l'analyse ; autrement dit, on ne traite pas du processus de formation sociale de ces préférences, via des objets collectifs dont on expliquerait la formation à partir des comportements des individus. Ainsi, ces préférences et ces croyances, qui sont constitutives de la rationalité sont bien des variables exogènes dans l'analyse.

¹¹ Selon le philosophe Charles Pierce, une disposition est une inclination à agir dans un sens déterminé acquise par inférence hypothétique, c'est-à-dire par l'ajustement progressif d'hypothèses explicatives à une série d'expériences singulières [Bourdieu, 1998], [Servais, 2002].

¹² Pour Giddens, cette *knowledgeability* tient au fait que « une personne est un agent qui se donne des buts, qui a des raisons de faire ce qu'il fait et qui est capable, si on lui demande, d'exprimer ces raisons de façon discursive » [1987 : 51].

¹³ Dans cette définition de la rationalité « en général », les critères retenus par l'individu pour apprécier s'il agit dans son propre intérêt ne sont pas du tout spécifiés ; ses désirs ne sont pas actualisés dans une liste particulière. Par désir, j'entends la conversion d'un affect en l'expression du besoin de quelque chose sous l'effet du conatus, qui est la propension de tout être humain à persévérer dans l'être, l'impulsion de l'action de l'être humain selon Spinoza [Scikovsky, 1978], [Lordon, 2003]. L'hypothèse faite est alors que, même quand ils sont présentés comme tels par celui qui les exprime, les désirs d'un individu ne lui sont pas propres ; chacun désire ce que l'autre désire [Elias, 1985], [Girard, 1978].

La principale question que l'on doit se poser concernant la déclinaison construite, qui conduit de l'une à l'autre de ces rationalités, est donc de savoir à quelle étape on passe d'une rationalité vue comme endogène à une rationalité vue comme exogène, le point commun étant qu'on voit la rationalité à l'amont des comportements. A la lecture de la déclinaison faite (voir définitions dans le tableau 3 annexé à la figure 2), on conclut (i) que la rationalité ne peut être prise comme exogène qu'à partir du moment où elle est vue comme instrumentale (la rationalité devient utilitariste à cette étape - l'homme est vu seulement comme un consommateur de biens) et (ii) qu'elle n'est à même d'opérer sans règles que lorsqu'elle est substantielle-parfaite. On ne doit pas confondre « rationalité exogène » et « rationalité opérant sans règles ». Faire l'hypothèse d'une rationalité exogène relève d'une vision individualiste.

2.2. La vision holiste de la vie sociale : structuraliste ou ensembliste ?

Avec la vision holiste de la vie sociale, on ne voit pas les individus comme des acteurs indépendants faisant des choix dans des situations définies par des ressources et des contraintes et on ne voit pas, en conséquence, les structures collectives (ou encore les objets collectifs) comme de simples effets émergeant de la composition des actions individuelles ; au contraire, on voit le cadre institutionnel comme un cadre collectif qui n'est pas influençable par un individu isolé. Cela revient à dire que la vision holiste ne peut s'accorder qu'avec l'hypothèse d'une rationalité endogène. Pour autant, on ne voit pas nécessairement la rationalité à l'amont des comportements, lorsqu'on adopte une vision holiste. Peu importe d'ailleurs puisque la question qui nous occupe à cette étape n'est pas celle de savoir si l'on doit faire une place à la rationalité dans la formation des comportements individuels lorsqu'on se préoccupe de ressaisir les institutions. Elle est seulement de savoir si la vision holiste est nécessairement structuraliste (en un sens à préciser) ou si elle comprend aussi une version faible, dite ensembliste.

La vision holiste-structuraliste en science sociale est la simple application en ce domaine de la façon holiste-structuraliste tout à fait générale de voir un objet, que ce dernier soit un objet matériel, un individu ou la vie sociale. Cet objet se compose d'éléments ; ces éléments sont vus à la fois comme étant en relation entre eux et comme faisant partie d'un tout ; en conséquence, « on ne peut penser ces éléments qu'en relation entre eux et qu'en tant que partie d'un tout » [Theret, 2003 : 16], c'est-à-dire « en s'interdisant toute autre hypothèse sur les éléments considérés (en particulier toute hypothèse sur leur « nature » propre) » [Descombes, 1979 : 104]. Cela revient à voir cet objet comme un système et à retenir que « les relations qui sont au fondement du système » en sont la structure [Descombes, 1996]¹⁴.

En science sociale, les éléments sont les individus et l'objet, la « société » qu'ils forment (une organisation particulière – famille, entreprise, association, réseau - ou une société territorialisée - locale, nationale ou mondiale). Le structuraliste voit cette « société » comme une structure, qui peut en comprendre d'autres et/ou être elle-même emboîtée dans d'autres. Cela implique qu'il ne fait au départ aucune hypothèse sur une première nature de l'homme, une première nature qu'il pourrait qualifier sans prendre en compte la société dans laquelle vit l'individu. Reste qu'on ne voit pas la structure, parce que celle-ci est une construction de l'esprit ; seuls des modèles de cette structure ont une existence (on y revient dans la suite). Ce

¹⁴ Cette définition très générale englobe celle de Jean Piaget, pour qui une structure est « un système de transformation, qui comporte des lois en tant que systèmes (par opposition aux propriétés des éléments), et qui se conserve ou s'enrichit par le jeu même de ses transformations, sans que celles-ci aboutissent en dehors de ses frontières ou fasse appel à des éléments extérieurs. En un mot, une structure comprend ainsi les trois caractères de totalité, de transformation et d'autorégulation » [1968 : 6-7].

qu'il voit à l'amont des comportements des individus, ce sont les règles par l'intermédiaire desquelles la structure agit les individus, c'est-à-dire détermine, façonne, canalise ou guide leurs comportements. Par le fait même, ces derniers ont la propriété de reproduire la structure, quitte à ce que cette reproduction passe par un changement des modèles dans lesquels elle s'actualisait ici et maintenant. Le structuraliste voit des règles à l'amont de ces comportements.

Cela n'interdit pas de faire une place à l'individu, comme sujet [Balibar, 1997]. Ceux qui se préoccupent de comprendre comment et pourquoi s'effectue une adhésion de l'individu à des règles mettent l'accent sur le côté informel de ce processus de socialisation de l'individu, c'est-à-dire sur l'incorporation de la structure, sur la structuration de l'individu au sein de la société – l'habitus de P. Bourdieu, la conscience pratique de Giddens¹⁵. Pour ce dernier, comme on vient de l'indiquer, l'individu est doté d'une compétence, d'un savoir dont la composante pratique – celle qui relève du niveau de la conscience pratique – est essentielle. Ce point de vue est défendu dans les travaux d'auteurs proches de Giddens [Lipietz, 1988] et plus généralement par ceux qui ne réduisent pas l'individu à un acteur jouant un rôle dans une pièce déjà écrite. Il y est question d'intentionnalité, notamment chez Commons [1934], de motivations. D'ailleurs, les règles ne sont pas la seule médiation entre la structure et le comportement individuel. Ces autres médiations sont les valeurs, les motivations et/ou les représentations, qui pour être sociales n'en relèvent pas moins pour certains chercheurs de la structuration de l'individu. Cela revient à considérer que les raisons pour lesquelles les règles sont suivies – ou ne le sont pas en cas de déstructuration – ont au moins quelque chose à voir avec la justice, sans exclure l'intérêt propre. Et cela conduit à ne pas réduire ou identifier la vision holiste-structuraliste à celle du seul structuro-fonctionnalisme consistant à « ramener tous les systèmes d'interaction à de simples systèmes de rôles » [Boudon, 1979 : 89].

L'un des apports de Descombes [1996] est de nous inviter à ne pas commettre une seconde réduction, celle qui consiste à ramener la vision holiste à la seule vision holiste-structuraliste qui vient d'être caractérisée. Deux holismes sont en effet distingués par lui : le « holisme structural » et le « holisme collectiviste ». A la différence du premier, le second « ne connaît pas de structures » parce qu'il « ne connaît de totalité ou d'ensemble que sous la forme d'une collection d'individus, c'est-à-dire d'une « réunion physique ou mentale d'éléments » simples, sans autre principe de composition entre eux que celui d'une commune appartenance à l'ensemble sur la base d'une identité individuelle partagée » [Descombes, 1996 : 138]¹⁶. Je préfère parler de holisme ensembliste. Dans cette forme faible de vision holiste, on ne fait pas de place aux relations entre les éléments du système.

Cette délimitation de deux visions holistes distinctes suffit pour réaliser le type d'articulation entre rationalité et règles qui est propre à chacune des visions qui commandent les trois normes méthodologiques intermédiaires « institutionnalistes » initialement construites.

¹⁵Pierre Bourdieu retient que l'adhésion aux règles serait « l'effet historique de l'accord entre deux réalisations du social, dans les choses par l'institution et dans les corps par l'incorporation (habitus) » [1980]. Pour sa part, Anthony Giddens comprend cette « incorporation », en concevant la structuration de l'individu comme l'articulation entre l'inconscient, la conscience pratique et la conscience discursive.

¹⁶ Voir [Theret, 2003 : 7].

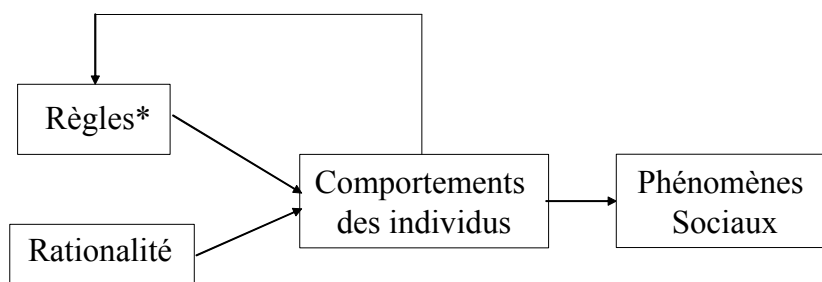
2.3. La vision de l'institutionnalisme rationnel (AIR)

Au plan de la méthode, l'hypothèse faite est que l'institutionnalisme rationnel (AIR) est l'approche qui retient que « on doit partir des individus et on doit passer par des objets collectifs » (solution notée (2)). Les développements précédents nous permettent de caractériser sans problème la vision qui porte cette méthode.

Pour pouvoir partir des individus, il faut se donner une propriété qui est commune à tous les individus et sur laquelle on ne reviendra pas dans l'analyse. Cette propriété, ou logique d'action si on préfère, est la rationalité posée comme exogène. On voit donc cette rationalité, au moins instrumentale si ce n'est substantielle, à l'amont des comportements des individus et on ne voit pas d'objets collectifs à l'amont de cette rationalité. De façon très précise, cela signifie qu'on peut laisser entendre qu'il y en a, mais que ces objets collectifs ne sont pas ressaisis dans l'analyse que l'on développe, à savoir comprendre ces objets comme des effets de composition - intentionnels ou in intentionnels - des comportements des individus. Pour le dire autrement, la rationalité n'est pas prise dans une boucle causale systémique.

Et si on doit passer par des objets collectifs, c'est que la rationalité ne suffit pas à déterminer les comportements. Ainsi, on voit aussi des règles à l'amont des comportements. Ces règles sont des contraintes « librement » acceptées par les individus rationnels. Elles ont donc été choisies par eux parmi un ensemble de solutions possibles. Il peut s'agir d'une norme sociale macro économique ou d'un arrangement institutionnel, organisationnel ou contractuel mésoéconomique. L'analyse théorique a pour principal objet d'expliquer quel est celle ou celui que les individus concernés vont choisir. La représentation schématique de l'explication des phénomènes sociaux dans cette approche est donc la suivante (voir figure 3.1).

Figure 3.1 : L'institutionnalisme rationnel (AIR)



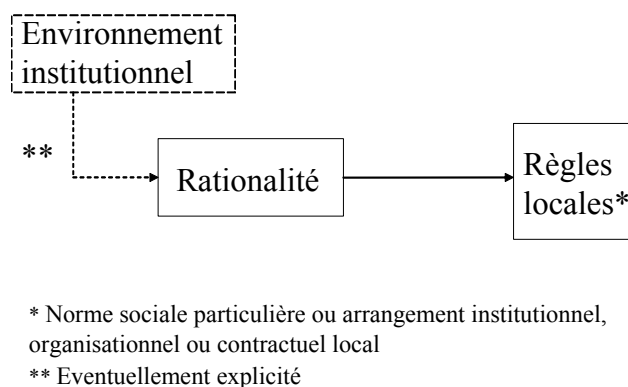
* Norme sociale particulière ou arrangement institutionnel, organisationnel ou contractuel local (non compris l'environnement institutionnel exogène)

On est en présence d'une causalité circulaire¹⁷. Mais il existe un moyen de conserver une démarche hypothético-déductive : procéder en deux temps¹⁸. Le type d'arrangement ressaisi

¹⁷ Cette causalité circulaire est notamment celle qui figure dans le schéma classique de Williamson [1996] entre « environnement institutionnel » (ou « structures de gouvernance ») et « individus », si ce n'est que la distinction entre « comportement » et « rationalité » n'y est pas faite.

est local, expression qui recouvre deux sens différents. Soit cet arrangement ne concerne qu'un nombre limité d'individus insérés dans un environnement institutionnel commun à un grand nombre et donné (lorsqu'il est explicité). Soit on se propose d'expliquer la formation d'une seule norme sociale commune à tous les individus de la société prise en compte et pouvant comprendre plusieurs règles élémentaires, en considérant le reste des règles sociales comme un environnement institutionnel donné¹⁹. Dans un cas comme dans l'autre, l'analyse développée n'a pas pour objet d'expliquer la formation de cet environnement. L'AIR est une approche à portée locale. A environnement institutionnel donné, ce schéma contient un schéma explicatif de la formation de règles locales (voir figure 4.1).

*Figure 4.1: La formation des règles en
institutionnalisme rationnel (AIR)*



2.4. *La vision de l'institutionnalisme sociologique (AISo)*

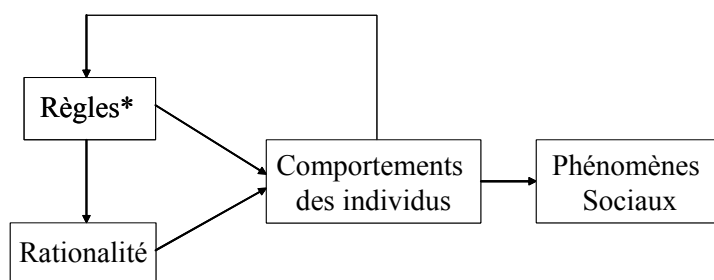
Concernant l'institutionnalisme sociologique (AISo), l'hypothèse faite est que la méthode de cette approche est l'HM faible : « on doit partir à la fois des individus et d'objets collectifs » (solution notée (3)). La vision qui commande cette norme méthodologique a une première caractéristique. Puisqu'on doit au moins partir des individus, on voit la rationalité à l'amont des comportements individuels ; mais comme on ne peut seulement partir des individus, on voit cette rationalité comme endogène. La vision en question est donc holiste. Et comme on doit partir à la fois des individus et d'objets collectifs, il s'agit d'un holisme ensembliste.

¹⁸ Dans un premier temps, on met de côté la rationalité ; on envisage successivement un certain nombre d'arrangements institutionnels (formes, mécanismes organisationnels ou contractuels) et on détermine pour chacun d'eux les phénomènes sociaux qui résultent des comportements individuels contraints par les règles qui le caractérisent. La seconde étape est relative à la détermination des règles par la rationalité. Etant donné qu'à chaque arrangement envisagé à la première étape on peut associer des satisfactions pour ces individus, la solution retenue est celle qui apporte un niveau de satisfaction supérieur à ce qu'il est dans les autres solutions, ce surplus ou rente organisationnelle étant réparti entre les individus concernés. Il se peut toutefois qu'en raison de problèmes cognitifs, la solution initialement retenue par ces acteurs ne soit pas la solution efficiente. Cette dernière sera alors issue d'un processus de sélection, en temps réversible ou irréversible (voir notamment [Charreaux, 1999]).

¹⁹ Cela est bien mis en évidence par [Cherkaoui, 2003] concernant la théorie de Coleman. Ce dernier se préoccupe essentiellement de produire une théorie de la remontée du niveau micro (les actions individuelles) au niveau macro (l'effet sociétal ou résultats macro sociaux) [Steiner, 2003]. Cette analyse relève de l'AIR.

Dans cette approche, ce n'est pas tant le fait que la rationalité s'exprime par des règles - c'est en suivant ces règles que l'individu se montre rationnel - qui est essentiel, puisque cela vaut déjà pour une rationalité procédurale de seconde nature (voir Coleman). Ce qui oppose cette approche à la précédente (rationalité endogène /rationalité exogène) est que ces règles font partie de ce que la théorie se propose d'expliquer ou de comprendre. Ces règles sont avant tout des conventions (ou croyances) d'ordre culturel. Celles-ci sont comprises comme le résultat de l'interaction synchronique des individus. Ces règles sont déjà là avant les conduites menées rationnellement. Elles sont sociales. Telle est bien la proposition fondatrice de la sociologie pour Durkheim [1894]. C'est pour cette raison que je conserve l'expression d'approche institutionnaliste sociologique (AISo) pour qualifier cette seconde modalité. A condition de bien préciser, au risque de se répéter, qu'on se préoccupe de rendre compte des phénomènes sociaux à partir des conduites individuelles en comprenant dans cette analyse celle de la formation des règles par lesquelles la rationalité s'exprime. Le schéma explicatif des phénomènes sociaux est alors le suivant (voir figure 3.2).

Figure 3.2 : L'institutionnalisme sociologique (AISo)

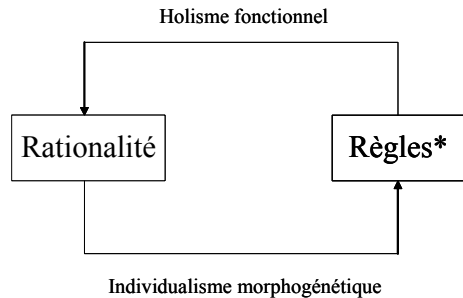


* Institutions, arrangements institutionnels, organisationnels ou contractuels

Comme pour l'AIR, cette façon d'expliquer les phénomènes sociaux contient une façon de comprendre la formation des règles (voir figure 4.2) ²⁰. Il ne s'agit plus, comme dans l'AIR, d'une explication produite de façon hypothético-déductive, mais d'une explication mettant en jeu une causalité circulaire, c'est-à-dire d'une compréhension. En tant qu'il est pensé en synchronie, le système en question ne peut s'analyser comme s'il comprenait une action et une rétroaction. Il y a parfaite symétrie. On doit faire appel à un principe de constitution pour penser une stabilisation de ce système selon une solution articulant un certain modèle de rationalité et des règles cohérentes avec ce modèle. Il n'y a pas *a priori* un seul principe. Comme le retiennent les chercheurs qui s'inscrivent dans le programme de recherche de l'économie des conventions, on peut qualifier de cité ou de monde tout système « pur » associé à l'un de ces principes (voir infra).

²⁰ Les expressions utilisées – celle d'« holisme fonctionnel » pour qualifier le moment de l'action des règles sur la rationalité et celle d'« individualisme morphogénétique » pour qualifier le moment de l'action de la rationalité sur les règles - sont empruntées à Hervé Defalvard [1992 : 128], qui a proposé une première version de ce schéma en étudiant les travaux de l'économie des conventions. Dans cette version primitive, la rationalité et les comportements sont encore confondus. En effet, la causalité circulaire dont Defalvard fait état est celle entre une convention et le comportement des individus. Cela revient à ne pas distinguer les pôles « rationalité » et « comportement » et, par voie de conséquence, à confondre les deux circularités de la figure 3.2.

Figure 4.2 : *La formation des règles en institutionnalisme sociologique (AISO)*



* Conventions, institutions, arrangements institutionnels, organisationnels ou contractuels

2.5. *La vision de l'institutionnalisme historique (AIH)*

La troisième norme méthodologique intermédiaire, à laquelle on s'est proposé d'associer l'institutionnalisme historique et à partir de laquelle on définit l'approche du même nom (AIH), est celle qui impose de « partir d'objets collectifs et de passer par les individus » (solution notée (4)). La première caractéristique de la vision qui commande cette méthode est qu'elle est holiste-structuraliste, puisqu'on doit partir uniquement d'objets collectifs. Comme on doit passer par les individus, cela implique que ceux-ci soient des entités dotées d'une consistance. Il y a donc quelque chose à l'amont des comportements des individus qui doit être explicité, distinctement des objets collectifs qui sont par ailleurs à l'amont de ce quelque chose. Si on s'entend bien sur la définition que l'on a donnée de la rationalité (en général), cela ne pose aucun problème de dire que ce quelque chose est cette rationalité, même si ce terme n'est pas le plus souvent celui qui est employé par ceux dont les analyses relèvent du holisme structural, si ce n'est de cette approche²¹. Il va de soi que cette rationalité est vue comme endogène. Ce qui différencie nettement cette approche de la précédente est donc de donner une place centrale à l'action collective : il y a un processus de production de règles de comportements par l'action collective. Telle était déjà le point de vue de l'ancien institutionnalisme de la première moitié du vingtième siècle²². Et on doit ajouter que cette action collective est pensée en dynamique historique irréversible.

²¹ Ainsi, Giddens parle de « rationalisation conçue en tant que procès » [1987 : 51], tandis que Bourdieu [1994] réserve le terme au cas de comportements réfléchis, de décisions précédées d'un raisonnement discursif.

²² L'OI se composait d'une ancienne économie institutionnelle, dont Veblen et Commons furent les principaux représentants (ainsi que d'une ancienne sociologie institutionnelle identifiée par les travaux de Philip Selznick et de ses collègues en matière d'étude des organisations [DiMaggio, Powell, 1997]). La première s'est constituée en rupture par rapport à l'économie néoclassique. Cette rupture se traduit par les oppositions suivantes : économie « rationnelle » / économie « institutionnelle » au plan de la vision ; économie « statique » / économie « dynamique » au plan de la méthode ; économie « spontanée » / économie « dirigée » (*brain trust*) au plan de la doctrine [Pirou, 1939 : 7]. On est en présence de premiers défrichements de l'action collective organisée pensée comme interaction entre structures et pratiques. On ne peut dire que l'on a déjà à l'œuvre une approche constituée. Reste que l'OI peut être classé *a posteriori* comme un institutionnalisme (à affinité) structuraliste [Bazzoli, 2001].

En résumé, la modification que l'on apporte à la vision de l'AISo est la suivante : on passe d'une rationalité endogène opérant en statique dans un monde apaisé à une rationalité endogène opérant en dynamique dans le cours d'un processus historique en permanence porteur d'un resurgissement du conflit social. En effet, cette vision fait une place essentielle au conflit social, c'est-à-dire à celui qui voit s'opposer des groupes d'individus (ou d'agents organisés) aux intérêts contradictoires – ce qui implique que les individus (ou les organisations agissantes) faisant partie d'un même groupe se sont reconnus solidaires les uns des autres via la formation d'acteurs collectifs. A la base, il y a toujours, selon les termes de Commons, un « conflit de prétention » (*content of wills*) en matière de définition ou de transfert de droits de propriété dans toute interaction entre deux ou plusieurs personnes qui sont dépendantes les unes des autres, l'une ne pouvant parvenir à ses fins sans l'autre. Ce conflit devient social lorsque, d'un côté au moins, des personnes se trouvent dans la même situation de dépendance et agissent de concert pour défendre leur intérêt commun. La situation renvoie à la structure et le règlement du conflit, à une forme institutionnelle. L'ordre instauré par cette dernière, qui ne perdure que si les pratiques des individus l'actualisent, n'a pas supprimé le conflit. Il est à même de resurgir à tout moment. Il est le moteur du changement.

A s'en tenir à la vision de l'AISo, le conflit a disparu ; il a été dissout dans la solution de coordination retenue pour construire un monde ; ce dernier est apaisé ; le conflit ne peut réapparaître sur le devant de la scène. On ne peut en comprendre la résurgence qu'à deux conditions : 1/ adopter une conception strictement dynamique de la rationalité – elle s'exprime en termes « d'évolution satisfaisante » [Billaudot, 2001 : 193] ; 2/ introduire un effet en retour, par nature diachronique, des conditions de déroulement des phénomènes sociaux sur la rationalité [Goldmann, 1977]. La rationalité est donc comprise comme effet du processus de structuration de l'individu, processus dont la cohérence est toujours partielle. Cela laisse place à l'ouverture sur du nouveau imprédictible ; autrement dit, à l'invention et à la création²³. Cette ouverture potentielle du processus de structuration de l'individu est tout à la fois le reflet et la condition de l'ouverture du processus de structuration sociale.

En AIH, l'analyse est donc strictement dynamique : tout état à un moment donné n'est qu'une photographie d'un processus en train de se faire. La rationalité commande d'actualiser les règles si l'évolution constatée par l'individu est conforme à la représentation associée à la justification subjective du suivi de la règle ; c'est-à-dire, si elle correspond à l'évolution attendue constitutive de cette représentation²⁴. Sinon, une tension se manifeste. La résurgence du conflit social naît de tensions sociales. L'analyse ne peut prédire si cette tension va déboucher sur une grande crise ou se résorber. La résorption passe par la mise en place de règles commandées par le second niveau d'apprentissage de Argyris et Schön [1978] ; c'est-à-dire, par la construction de règles qui permettent de se sortir de difficultés habituelles. On pourra dire après coup qu'il s'est agit d'une petite crise. Une grande crise se constate lorsque ces dernières ne répondent plus à leur justification : elle produit un changement de tout ou partie des formes institutionnelles²⁵.

²³ « Quand vous êtes complètement ouvert, l'intérêt de chacun devient votre propre intérêt. Alors règne une liberté absolue » [Srinivasan, 1984 : 55].

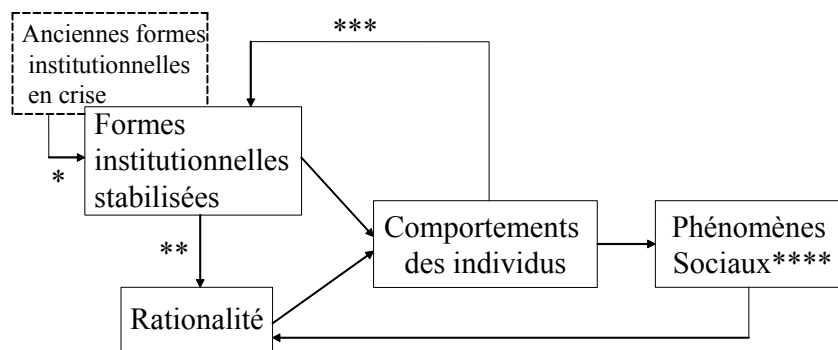
²⁴ Cette représentation de l'effet attendu d'une action est toujours partielle et subjective. Elle n'implique aucunement que chaque individu (en chair et en os) dispose dans son capital de connaissances ou son savoir le modèle du déroulement de la vie sociale dans son ensemble.

²⁵ Cette logique d'analyse est celle, en économie, vers laquelle tend l'Ecole de la régulation.

On voit donc le système de formes institutionnelles transitoirement ou durablement stabilisées, par lequel se manifeste l'existence de toute société ou de tout ensemble social concret, comme le point de sortie temporaire ou le point d'aboutissement d'une grande crise d'un ancien système. On le regarde comme le résultat de la mutation de ce dernier, en raison de son entrée en crise. C'est la cohérence des diverses formes les unes avec les autres qui fait la sortie de crise. On ne peut en penser la formation séparément (à la différence de l'AIR qui est une approche à portée locale). C'est un processus de transformation. En cela, cette vision est structuraliste ; elle relève du holisme structural. La rationalité devient une rationalité située, en ce sens précis que les conventions de comportements et les modes d'interprétation des règles de droit qu'elle assure sont relatifs à la place occupée dans la structure²⁶. Cette approche est à portée globale. On se préoccupe de rendre compte du système des formes institutionnelles en place, c'est-à-dire de la complémentarité et de la hiérarchie de ces formes.

En conséquence de cette révision, le schéma explicatif des phénomènes sociaux propre à l'AIH se présente comme une version dynamisée et historicisée de celui de l'AISo (voir figure 3.3). Ce schéma contient une compréhension de la formation des règles (voir figure 4.3).

Figure 3.3 : *L'institutionnalisme historique (AIH)*



* Processus de sortie de crise : genèse des formes institutionnelles

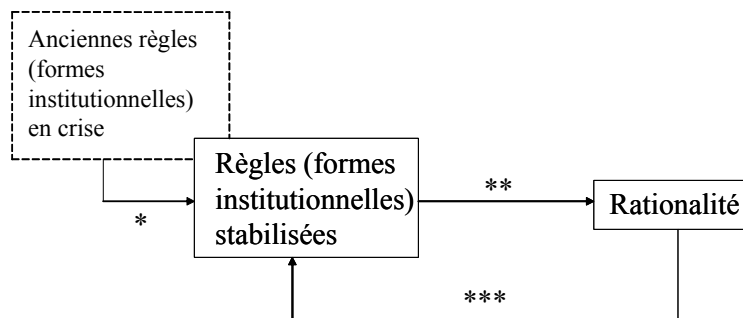
** Formation de la rationalité située (dans l'histoire)

*** Actualisation des règles en vigueur par des pratiques conformes à ces règles

**** Phénomènes en régime

²⁶ Elles et ils ne sont plus seulement relatifs au monde de référence, comme en AISo.

Figure 4. 3 : *La formation des règles en institutionnalisme historique (AIH)*



- * Processus de sortie de crise : genèse des formes institutionnelles
- ** Formation de la rationalité située (dans l'histoire)
- *** Justification a posteriori

2.6. Conclusion : trois approches distinctes

On a ainsi construit trois approches tout à fait distinctes les unes des autres (voir tableau 4). Cette construction ne doit rien dans son déroulement aux pratiques effectives de recherche, notamment à celles qui ont été prises en compte par Hall et Taylor, puis par Theret. On ne doit pas toutefois être victime de l'illusion que ce constat peut véhiculer, celle qui consisterait à croire que cette construction serait en quelque sorte la vérité sur les approches possibles, sans lien avec l'histoire des pratiques effectives²⁷ ; autrement dit, en laissant entendre qu'on aurait pu construire cela dans le passé et que l'on n'aura aucun changement à y apporter dans l'avenir. En effet, cette construction est contingente, dans la mesure où elle a pris comme point de départ l'état actuel du débat individualisme méthodologique/holisme méthodologique.

Tableau 4 : *Les trois approches institutionnalistes*

Type	Vision	Méthode*
AIR	Individualiste Rationalité (naturelle ou sociale) exogène	(2)* « On doit partir des individus et passer par des objets collectifs » (partie de l'IM simple)
AISo	Holiste ensembliste Rationalité (sociale) endogène opérant en état	(3)* « On doit partir à la fois des individus et d'objets collectifs » (partie de l'IM complexe : HM faible)
AIH	Holiste structuraliste Rationalité (sociale) endogène opérant en dynamique	(4)* « On doit partir d'objets collectifs et passer par les individus » (partie de l'HM normal)

* voir tableau annexé à la figure 1.

Cela a toutefois un sens de tester le bien fondé de cette construction au regard des pratiques effectives de recherche. Ce que l'on doit mettre en évidence est la cohérence entre cette

²⁷ A propos de la relativité de la connaissance, voir Simmel [1987 : 80-110].

construction normative selon laquelle il y a trois approches institutionnalistes possibles (et seulement trois) et le constat que les travaux effectifs peuvent être classés en trois groupes distincts. La cohérence est acquise au plan sémantique : les dénominations retenues par Hall et Taylor (et confirmées par Theret) sont en accord avec les caractéristiques des normes construites. Mais elle ne se constate que très partiellement sur le fond. On ne peut en comprendre la raison qu'après avoir vu ce que ces trois approches ont en commun et comment elles s'articulent.

3. La problématique institutionnaliste : l'identité propre du fond commun des trois approches institutionnalistes au regard du rationalisme et du structuralisme

On argumente maintenant en faveur de la proposition selon laquelle les trois approches institutionnalistes relèvent d'une même problématique dite institutionnaliste, qui est distincte à la fois de la problématique rationaliste et de la problématique structuraliste. Ce qui revient aussi à dire que ces trois approches n'ont pas comme seul point commun la préoccupation de traiter des institutions (au sens large). Après avoir précisé ce que l'on peut entendre par problématique rationaliste et par problématique structuraliste, on montre que la méta-approche regroupant les trois approches institutionnalistes a la consistance d'une problématique. C'est une problématique « intermédiaire » qui surmonte les impasses respectives de ces deux problématiques traditionnelles, tout en laissant place à un espace de recouvrement des deux côtés. Il est utile de rappeler au départ que les trois problématiques que l'on va considérer admettent que ce sont les individus qui font la société ; cette proposition est le tronc commun de toutes les problématiques en science sociale si on entend par là que tout phénomène social est le résultat de comportements individuels en société.

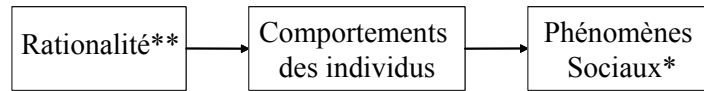
3.1. La problématique rationaliste (PR)

La problématique rationaliste (PR) ne peut être limitée à la seule approche dont la norme méthodologique est l'IM ultra. Cette approche particulière, qui correspond à l'une des cinq normes construites dans la première partie (voir la solution notée (1)), peut être qualifiée d'approche rationaliste standard (AR). Pour autant, la problématique rationaliste ne peut être étendue, sans se réduire à une simple préoccupation, à tout le champ couvert au plan méthodologique par l'IM ou même par l'IM simple. C'est la raison pour laquelle, à la différence de certains, je préfère parler de problématique rationaliste plutôt que de problématique individualiste (ou d'individualisme).

L'approche rationaliste standard (AR)

La vision qui commande l'IM ultra - « on doit partir des individus et on ne doit pas passer par des objets collectifs » - est celle dans laquelle on ne voit que la rationalité à l'amont des comportements des individus. Et puisqu'on ne voit aucune règle à l'amont de ces derniers, cela signifie qu'un individu n'a pas à s'interroger sur les comportements présents ou à venir des autres acteurs avant toute action de sa part. L'agrégation des comportements est donc vue comme une simple sommation sans interaction (dite stratégique, en théorie des jeux). La rationalité dont est doté l'individu est non seulement exogène, mais encore à même d'opérer sans règles. Des croyances, qui lui sont propres, lui suffisent. Les comportements relèvent donc d'une perspective strictement calculatrice, sans rien de culturel. En conséquence, le schéma explicatif des phénomènes sociaux dans l'approche rationaliste standard est le suivant (voir figure 5).

Figure 5 : Le schéma explicatif de l'approche rationaliste standard



* Phénomènes économiques, politiques ou sociaux

** Rationalité substantielle

Cette approche s'accorde sans aucun problème (à la différence de l'AIR dans laquelle on a une circularité) avec le monisme méthodologique. Ainsi, la théorie construite est une théorie positive à portée locale (elle explique un phénomène précis) et elle est élaborée sans souci du normatif.

La problématique rationaliste va au-delà de l'approche rationaliste standard...sans correspondre à l'IM ou même au seul IM simple

Il n'y a, *a priori*, aucune raison de lier la PR au principe de l'IM, puisqu'une problématique est relative seulement au côté « vision ». Le débordement de la PR au-delà de la seule AR ne se comprend qu'en raison des problèmes rencontrés par ceux qui la mettaient en œuvre, tout spécialement en science économique. Il s'agit d'étendre la problématique à de nouveaux objets, en l'occurrence à des objets collectifs (par exemple, les relations dites non marchandes au sein d'une organisation en économie). Doit-on considérer que cette extension va jusqu'à englober l'AIR ? Ce serait retenir que la problématique rationaliste commanderait l'IM simple.

Des arguments vont en ce sens, dont celui de la clarté de la frontière. Pour autant, le propre d'une démarche de débordement est de ne pas être *a priori* bornée. On doit plutôt faire appel à l'image du fleuve qui se perd dans les sables. Dans sa tentative d'inclure les institutions, la PR « se perd dans les sables ». Ceux qui ont débordé l'AR ne peuvent se retrouver en terrain stable que s'ils changent d'approche, en adoptant alors l'AIR. En effet, comme le propre de la PR est de retenir que la rationalité est exogène, il n'y a pas d'affinité entre les autres approches et la PR.

3.2. La problématique structuraliste (PS)

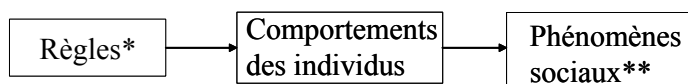
Il n'y a aucune symétrie entre la PS et la PR. Présente dans toutes les sciences sociales, notamment avec le marxisme, la problématique structuraliste est d'emblée plurielle, avec une vive lutte interne à ce champ quand à la « bonne » façon d'être structuraliste. Même si beaucoup, notamment parmi ceux qui critiquent cette problématique, entendent la réduire à la seule approche qui commande l'HM ultra ! Cette approche particulière, qui correspond à l'une des cinq normes construites dans la première partie (voir la solution notée (5)), peut être qualifiée d'approche structuraliste standard (AS). Il ne s'est donc pas agit, de ce côté-ci, d'un débordement de cette seule approche au vu des difficultés qu'elle soulevait dans sa mise en œuvre. Pour autant, la problématique structuraliste ne peut être étendue, sans se réduire à une simple préoccupation, à tout le champ couvert au plan méthodologique par l'HM. C'est la

raison pour laquelle, à la différence de certains, je préfère parler de problématique structuraliste plutôt que de problématique holiste.

L'approche structuraliste standard (AS)

La vision qui commande l'HM ultra - « on doit partir d'objets collectifs et on ne doit pas passer par les individus » - est celle dans laquelle on ne voit que des règles à l'amont des comportements des individus. En effet, comme il n'est pas nécessaire de « passer explicitement par les individus », on ne voit aucune composante tenant à l'individu à l'amont des comportements. Pour le dire autrement, l'individu n'a pas à interpréter les règles qu'il va suivre : le lien de causalité entre les règles et les comportements est en quelque sorte mécanique. La représentation schématique de l'explication des phénomènes sociaux dans cette approche est donc la suivante (voir figure 6).

Figure 6 : Le schéma explicatif de l'approche structuraliste standard



* Institutions, arrangements institutionnels ou organisationnels, formes institutionnelles

** Phénomènes économiques, politiques ou sociaux

Le pluralisme de la PS

D'autres structuralismes que cette forme standard, on l'a vu, font une place à la structuration de l'individu. Certains mettent l'accent sur la dualité du structurel (Giddens). Ils rejoignent ainsi Commons, pour qui les seules règles qui comptent sont les *working rules*. On abandonne alors une simple explication fonctionnaliste de l'existence des institutions – elles se justifient par la fonction qu'elles assurent dans la vie sociale et elles ont été créées pour assurer cette fonction. Doit-on dire que ces travaux adoptent une posture institutionnaliste, en retenant *de facto* une approche en institutionnalisme historique ? Ce serait prendre de l'avance sur l'histoire. Le seul point sur lequel il ne devrait pas y avoir de discussion est que la PS n'englobe pas le holisme ensembliste.

3.3. La problématique institutionnaliste (PI)

La méta-approche regroupant les trois approches institutionnalistes se situe dans une position intermédiaire entre la problématique rationaliste et la problématique structuraliste. Comme telle, elle exclut l'AR et l'AS. Si elle est dotée d'une consistance propre, celle-ci doit se présenter comme une combinaison appropriée de leurs visions respectives. L'enjeu est de surmonter l'opposition traditionnelle entre deux représentations de l'homme, celle de *l'homo oeconomicus* agissant de façon rationnelle et celle de *l'homo sociologicus* mu par des normes sociales [Orlean, 1994]. Une telle combinaison est-elle possible ?

Une combinaison appropriée de la vision de l'AR et de la vision de l'AS

Les deux visions à combiner sont de plus en plus considérées dans le champ qui nous occupe comme deux « réponses à la dimension la plus importante du problème de la structure et de l'agent, à savoir : comment on peut dire d'une institution qu'elle structure l'action humaine, dans un sens plus ou moins déterministe, de façon à produire un modèle normalisé de comportement, alors que l'existence de l'institution elle-même dépend habituellement de la présence de ces modèles de comportement et, par conséquent, de la disposition des acteurs à se comporter d'une certaine façon. Le problème consiste à exprimer simultanément le caractère volontaire et déterministe de ces institutions » [Hall, Taylor, 1997 : 473]. Ce que l'une des deux visions en question donne à voir, l'autre ne le voit pas. Combiner les deux est la solution. Mais comme ces deux visions sont contradictoires, cette combinaison implique de modifier quelque peu l'une et l'autre.

On doit d'abord ouvrir la vision individualiste de l'AR à la possibilité que des règles puissent être vues, en plus de la rationalité, à l'amont des comportements. Le relâchement opéré exige que ces règles soient regardées comme un effet de composition des comportements individuels. De ce fait, on ne peut plus s'en tenir à une rationalité substantielle parfaite. On doit au moins remonter à la rationalité limitée.

Ce que l'on a ainsi ajouté à l'amont des comportements s'accorde à la vision de l'AS. Il n'en reste pas moins que l'on doit procéder à une double révision de cette dernière. La première révision la complexifie : tous les objets collectifs doivent être regardés, non plus comme donnés au départ, mais comme endogènes aux comportements individuels. La seconde est un relâchement équivalent à celui auquel on a dû procéder pour la vision de l'AR : on doit ouvrir la possibilité que la rationalité puisse être vue, en plus de règles, à l'amont des comportements.

L'identité propre de la PI

En résumé, la problématique institutionnaliste ainsi construite consiste à regarder les phénomènes sociaux comme le résultat de l'interaction de comportements individuels conformes à des règles que les individus jugent rationnel de suivre en les interprétant s'il y a lieu. En sont exclues les valeurs, puisqu'on ne considère plus simplement celles-ci comme des principes généraux à la lumière desquels les prescriptions et les interdits peuvent être légitimés par l'individu, mais comme « des conceptions implicites ou explicites du désirable qui influencent les choix parmi les modes, moyens et fins possibles de l'action » [Klockhohn, 1951] et qui sont à ce titre incorporées dans les individus. Pour le dire autrement, les comportements concilient la justice sociale et l'intérêt propre, la première se traduisant par des règles et le second pouvant mettre en jeu des valeurs et des représentations. Quand à la rationalité, dont chaque individu est doté et qui permet l'interprétation des règles, la double appropriation opérée n'impose aucune solution particulière : elle peut être vue comme une première nature, comme une seconde nature dont on part ou comme une seconde nature dérivant de structures sociales endogènes aux comportements individuels. A ce titre, on est en présence d'une problématique ouverte à une pluralité de visions plus précises. Cette indétermination doit être levée d'une façon ou d'une autre, si on veut disposer d'une approche opérationnelle.

Vers une seule problématique en science sociale ?

La problématique institutionnaliste ainsi définie recouvre partiellement à la fois la PR et la PS, sans qu'il y ait pour autant symétrie en la matière (voir Tableau 5).

Tableau 5 : PR, PS et PI : un recouvrement partiel

Problématique rationaliste : on voit la rationalité à l'amont des comportements		Problématique structuraliste : on voit des règles à l'amont des comportements		
		Problématique institutionnaliste : on voit des règles et la rationalité à l'amont des comportements		
AR (1)	AIR (2)	AISo (3)	AIH (4)	AS (5)

Comme solution intermédiaire, la PI disqualifie les deux problématiques traditionnelles et tend à s'imposer comme la seule problématique en science sociale. C'est à l'intérieur de cette nouvelle problématique que se réinvestit le débat rationalisme/structuralisme (voir l'opposition entre l'AIR et l'AIH). Il n'en reste pas moins que l'identité propre de la PI n'est rendue manifeste que si on est à même de proposer une déclinaison de cette problématique en trois approches, qui montre qu'elles sont complémentaires.

4. La déclinaison de la problématique institutionnaliste en AIR, AISo et AIH : trois niveaux distincts d'analyse de la complexité de la vie sociale

La proposition qui est maintenant défendue est la suivante : la PI se décline au pluriel parce qu'on a divers degrés possibles de complexité dans sa mise en œuvre ; ces degrés correspondent à des étapes, de la plus simple à la plus complète, pour appréhender la complexité de la vie sociale ; cette dernière tient essentiellement à la différence et au changement. On reprend ces points dans l'ordre qui convient pour établir cette proposition, c'est-à-dire l'ordre inverse.

4.1. La complexité de la vie sociale : différence et changement

A l'observation, on peut faire deux constats : les comportements des individus placés dans une même situation sont différents d'un individu à l'autre à un moment donné du temps et ils changent dans le temps. Les différences s'observent en synchronie et les changements, en diachronie. Doit-on prendre en compte ces différences et ces changements pour comprendre les phénomènes sociaux ? On ne peut formuler une réponse à cette question que si on s'entend précisément sur ce qu'est une différence, et sur les raisons pour lesquelles le changement n'est pas assimilable à une différence.

La différence suppose une vision holiste de la vie sociale

On ne peut parler de comportements différents qu'à propos d'une même situation et l'on ne peut parler théoriquement d'une même situation que si on se réfère à une structure ou au moins à un tout qui est plus que les éléments qui le constituent. Cette même situation est une certaine place dans cette structure ou une inscription dans ce tout. Si on n'adopte pas une

vision holiste (structuraliste ou ensembliste) de la vie sociale, on ne peut pas comprendre ce qu'est une différence. On peut seulement introduire *a priori* de façon exogène des différences à partir d'une indifférenciation première des individus, comme on l'a vu à propos de la fonction de satisfaction en rationalité instrumentale. Précisons qu'on ne s'intéresse qu'aux différences sociales abstraites [Caillé, 1986] ou d'ordre systémique [Giddens, 1987], non aux différences proprement personnelles.

Le changement n'est pas assimilable à la différence

Un changement de comportement est relatif à une même place dans une structure. Un changement signifie que l'on a l'apparition dans l'histoire d'un nouveau comportement à cette place. Sa nouveauté réside dans le fait qu'il n'est pas réductible à un type de comportement passé. Il n'est pas compréhensible avec les moyens qu'on s'est donné pour comprendre les différences que l'on a pu constater à un moment quelconque du passé.

Cela n'interdit pas d'adopter une démarche dans laquelle on fait comme si le changement était soluble dans la différence. La réduction en question est la suivante. Ayant constaté que du temps t au temps $t+1$ le comportement d'individus a changé en passant du type A au type A', on fait comme si A' est un comportement B théoriquement observable en t ; on fait donc comme s'il n'y a jamais rien de vraiment nouveau qui puisse voir le jour dans le temps historique ; les seuls changements sont de l'ordre des proportions entre des éléments dont la liste est connue de façon a temporelle. Il n'en reste pas moins que la nouveauté échappe à cette analyse réductrice.

4.2. Une hypothèse sur la déclinaison de la problématique institutionnaliste

Ce qui précède nous conduit à dire qu'il y a, en principe, trois degrés dans la prise en compte de la complexité de la vie sociale. Le degré zéro est celui qui ne se préoccupe de ressaisir ni les différences ni les changements. Au degré suivant (second niveau), on ressaisit les différences en réduisant le changement à de la différence. Au degré supérieur (troisième niveau), on ressaisit les deux sans aucune réduction. L'hypothèse faite est que la problématique institutionnaliste se décline à ces trois niveaux (voir tableau 6)²⁸.

Tableau 6 : La déclinaison de la PI

Approche	Degré de prise en compte de la complexité de la vie sociale
AIR	On ne ressaisit ni les différences, ni les changements
AIso	On ressaisit les différences, en réduisant le changement à de la différence
AIH	On ressaisit les différences et les changements

²⁸ Faut-il faire une place à une quatrième stratégie de recherche, celle qui se proposerait de ressaisir le changement en faisant comme si la différence était soluble dans le changement ? On peut monter, sans difficulté particulière, qu'il ne peut s'agir que d'une forme frustrée d'AIH.

L'institutionnalisme rationnel (AIR) : on ne ressaisit ni les différences ni les changements

La forme la plus simple de mise en œuvre de la problématique institutionnaliste est celle qui ne se propose de ressaisir ni les différences ni les changements. L'hypothèse faite est qu'il s'agit de l'institutionnalisme rationnel (AIR).

Puisque les règles sociales sont globalement les mêmes pour tous les individus, les différences de comportement ne peuvent provenir que de la rationalité. Lorsqu'on retient que cette dernière est exogène, on ne peut que les ignorer ou les prendre *de facto* comme exogènes. C'est la façon la plus simple de lever l'indétermination dont on a fait état dans la présentation de la PI.

Cette approche n'est pas muette sur la question du changement, mais ce dernier ne peut venir que d'un changement de l'environnement institutionnel ou d'un changement de la fonction de satisfaction de certains agents lorsqu'on ne rattache pas explicitement la rationalité à l'environnement institutionnel, changement qui est en tout état de cause exogène. La solution simple est alors de raisonner en temps réversible, en ramenant la dynamique à de la statique comparative ; il y a alors réduction du changement diachronique à de la différence synchronique. Mais on peut aussi retenir que ce changement exogène est l'effet du hasard dans un temps irréversible ; on est alors en présence d'une modalité d'institutionnalisme qu'on peut qualifier d'évolutionniste ; c'est alors le hasard qui est créateur [Lestienne, 1993]. Mais, même dans ce cas, ce n'est pas en fin de compte une solution qui nous fait sortir de l'AIR.

Ainsi envisagée, l'AIR ne se présente donc pas comme une approche fermée réduite à un pôle – ce qu'elle serait par exemple si elle se limitait au cas particulier où l'hypothèse faite est celle d'une rationalité substantielle en temps réversible. C'est une approche ouverte, en ce sens qu'elle délimite un champ de programmes de recherche (ou de théories) plus précises se distinguant les uns des autres par la nature (naturelle/sociale) et la forme de la rationalité postulée, ainsi que par le mode de traitement du temps.

L'institutionnalisme sociologique (AISo) : on réduit le changement à de la différence

La seconde modalité de mise en œuvre de la PI par ordre croissant de complexité est celle qui ressaisit les différences, tout en conservant cette réduction du changement à la différence dont on vient de faire état pour l'AIR. La montée en complexité consiste à passer d'une rationalité exogène à une rationalité endogène²⁹. Cette solution de levée de l'indétermination première de la vision de la PI suffit à atteindre l'objectif visé.

En effet, le propre de la proposition constitutive de l'AISo (voir figure 4.2 supra) est de n'être prédictive d'aucune façon de tel ou tel système « règles/rationalité » (ou encore « justice/intérêt »). Si on est capable de décliner un certain nombre de principes de constitution du système en question, c'est-à-dire un certain nombre de solutions de cohérence, on produit de la différence, puisqu'à chacun de ces principes on associe un ensemble de comportements tels que d'un ensemble à l'autre le comportement des individus sera

²⁹ Cela n'implique pas, pour autant, que tout ce qui a été fait en AIR devient caduc. Au contraire, on peut se servir des analyses qui ont été développées dans ce cadre, à condition de ne pas adopter leurs conclusions. Cela implique toutefois que le passage d'un étage (AIR) à l'autre (AISo) soit possible c'est-à-dire que l'on ait en bas (premier niveau) comme en haut (second niveau) le même type de rationalité (voir figure 7 infra).

différent³⁰. Chacun des systèmes ainsi construits de façon moniste peut être qualifié de monde, de cité, de système social et culturel, de modèle social ou culturel, peu importe. Cela s'accorde à la vision de l'AISo qui relève seulement d'un holisme ensembliste, vision selon laquelle il y a seulement une commune appartenance de chaque individu à l'ensemble sur la base d'une identité individuelle partagée. Chaque monde est alors une certaine façon de sceller cette commune appartenance. Il n'y a de différences qu'entre mondes, la même rationalité propre à un monde opérant dans toutes les relations. On comprend alors toute société concrète en combinant plusieurs mondes en certaines proportions et l'on est en présence d'une épreuve de coexistence entre ces mondes.

Ce mode d'analyse n'interdit pas de dire quelque chose à propos des changements des comportements dans le temps. Seulement, ils sont réduits à des différences. Le propos tenu est, en effet, que ces changements s'expliquent par un changement de proportions entre les modèles qui coexistent, quitte à inventer alors un nouveau modèle. Il n'en reste pas moins que ce dernier ne doit rien à l'histoire...non pas dans la réalité, mais dans l'analyse qui le produit ! On n'explique pas la création de ce nouveau modèle au sein d'un processus historique. Ce serait quitter le plan de l'AISo, en montant au niveau de l'AIH.

Comme on l'a déjà vu pour l'AIR, c'est aussi d'un plan dont il s'agit : l'AISo délimite un champ au sein duquel une grande diversité de spécifications peut exister. Cela concerne principalement le moment de l'analyse relatif à la formation sociale de la rationalité. Certaines problématiques sont tournées vers l'AIR, d'autres vers l'AIH³¹. Toutes ces problématiques ont en commun une même stratégie de recherche dite holindividualiste au sens de Defalvard [1992], c'est-à-dire une stratégie qui vise à coupler un moment holiste et un moment individualiste sans préséance de l'un sur l'autre. On n'a pas à se préoccuper de savoir de quoi on doit partir, puisque le mode hypothético-déductif n'est mis en œuvre que pour l'analyse de chacun des deux moments en question. La méthode de l'AISo est donc bien, à l'image du holisme ensembliste dont sa vision relève, une démarche intermédiaire entre l'IM simple et l'HM normal. Le passage à l'AIH implique une appropriation de cette stratégie de recherche en un sens qui lève la tension inhérente à cette position intermédiaire.

L'institutionnalisme historique (AIH) : on ressaisit différences et changements

L'objet essentiel de l'AIH est de ressaisir les changements des comportements individuels dans l'histoire. En conformité avec la PI, c'est à cette condition que l'on doit être à même de comprendre à la fois le changement historique des règles et celui des phénomènes sociaux. L'hypothèse est que le passage de l'AISo à l'AIH a cet enjeu. Tel est bien le cas puisqu'on a analysé la vision de l'AIH comme une version dynamisée et historicisée de celle de l'AISo. Les schémas explicatifs et la démarche d'analyse s'en trouvent profondément modifiés. Le niveau de complexité auquel on doit monter n'implique pas toutefois de faire table rase de tout ce qui a été fait en AIR et en AISo.

³⁰ Par exemple, Robert Salais [1998] en limite le nombre à quatre en s'appuyant sur la théorie de la justice de Rawls. De leur côté, Boltansky et Thévenot [1991] font état de six principes supérieurs représentant les six conceptions du juste faisant l'objet d'un consensus dans une société démocratique en se référant à de grands penseurs : les principes marchand, industriel, civique, de l'opinion, domestique, inspiré. Mais la liste de ces principes n'est pas fermée *a priori*, puisque dans un ouvrage ultérieur [Boltansky, Chiapello, 1999] il est fait état d'une nouvelle cité, la cité « par projet ».

³¹ Ceci est reconnu au sein de l'économie des conventions, si ce n'est au départ dans [Dupuy et alii, 1989], du moins au-delà dans [Batifoulier, 2001], [Eymard-Duvernay, 2002] et [Ughetto, 2003].

En couplant en synchronie le moment de l'action de la rationalité sur les règles via les comportements des individus (liaison déjà analysée dans l'AIR) et le moment de l'action des règles sur la rationalité (moment propre à l'AISo), cette seconde étape dans la mise en œuvre de la PI rend compte d'une cohérence interne à un système. D'un point de vue historique, il s'agit d'une forme structurelle qui a une existence non éphémère. La construction théorique réalisée nous dit seulement que c'est une forme qui peut durer. Elle ne nous permet pas de comprendre le processus de son avènement (ou de sa genèse, si on préfère), ni d'ailleurs celui de sa transformation incrémentale - la même forme perdure - ou de sa transformation radicale - une autre forme prend sa place. La première implication du changement de niveau à réaliser est d'introduire le concept de forme historique, s'appliquant aussi bien à une structure qu'à l'une ou l'autre des institutions comprises dans cette structure. Doit-on retenir qu'une forme structurelle historique est seulement un modèle de la structure dont le caractère spécifique est d'être nouveau dans l'histoire ? Ce serait négliger le fait qu'à un moment donné du temps, l'analyse de toute société ou ensemble social concret met en jeu une coexistence de plusieurs modèles. Une forme structurelle historique concrète est donc une nouvelle combinaison de modèles de la même structure, combinaison qui comprend elle-même un ou plusieurs nouveaux modèles. Quand au terme de forme institutionnelle, il peut être utilisé en deux sens différents³² : il désigne soit l'institutionnel de cette forme structurelle historique concrète, soit seulement la forme d'une institution dans l'un des modèles de la structure³³. En tout état de cause, cette forme est rendue manifeste par des règles courantes actualisées par des pratiques. On a vu ce que mettait en jeu le processus d'apparition d'une nouvelle forme institutionnelle.

Dans le second schéma qui visualise ce processus (voir figure 4.3), l'action de la rationalité sur les règles (notée ***) est conçue comme un effet en retour, une rétroaction qui n'explique pas la genèse des règles ; cet effet est ambivalent puisqu'il les stabilise en régime et les déstabilise en crise. Ce lien a le statut d'une justification *a posteriori* : l'explication de l'AIR devient la justification savante des raisons pour lesquelles le suivi des règles en vigueur répond à l'intérêt bien compris de l'acteur individuel dans la situation où il se trouve³⁴. On se sert donc de ce qui est fait en AIR et en AISo pour construire en AIH.

En résumé, on peut dire que la vision de l'AIH est holindividualiste en un sens qui diffère de celui évoqué précédemment à propos de la vision de l'AISo dans laquelle on a une symétrie entre les deux composantes [Billaudot, 1996]. En AIH, la composante holiste est première

³² Ces deux sens se confondent lorsqu'on s'en tient à la forme frustrée d'AIH qui laisse de côté la différence, en ne retenant à chaque moment que le modèle dominant. On peut voir cette forme comme une étape dans la mise en œuvre de l'AIH, qui « saute » par-dessus l'AISo (flèche notée a dans la figure 7 infra) et par laquelle on peut passer à la condition de ne pas y rester (voir la première génération de travaux de l'école de la régulation).

³³ On peut faire état de ce second sens si on retient qu'une structure est faite de la convertibilité réciproque de règles et de ressources, l'institutionnel de la structure - se déclinant en une ou plusieurs institutions - en étant le côté règles [Billaudot, 2002, 2004b]. C'est une façon particulière de donner un sens précis à la proposition selon laquelle l'institutionnel est une médiation entre la structure et les comportements [Theret, 2003].

³⁴ On a là, de mon point de vue, le canal essentiel de la « réflexivité de la science sociale » dont parle à juste titre Coleman [*Foundations* : 610], cité par Steiner [2003 : 218]. La justification savante en question n'est pas une mystification (aliénante au sens de Marx). Elle est fondée, toutes choses égales par ailleurs - notamment, l'état du rapport des forces qui a présidé à la genèse des règles. On est en crise lorsque la justification est mise en échec - le suivi des règles s'accompagne d'un résultat qui n'est pas conforme à la prédiction contenue dans cette justification - ; la rationalité l'invite alors à exercer sa liberté (action déstabilisatrice-déstructurante) ou à se résigner. Ce choix n'est pas déterminé d'avance : la première branche de l'alternative comprend le couple « défection (*exit*)/prise de parole (*voice*) » de Hirschman [1986] sans s'y réduire, tandis que la seconde correspond, en première analyse, à la troisième solution de ce dernier (*loyalty*). C'est à ce moment qu'il convient de ressaisir le niveau de la socialité primaire, les différences personnelles étant en jeu dans ce choix. Ces différences relèvent-elles du hasard ou doit-on remonter dans la compréhension des causes ? Je laisse ce débat ouvert.

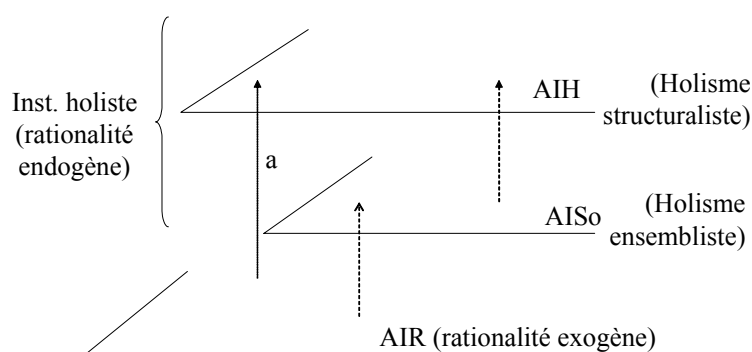
(voir l'action notée * des figures 3.3 et 4.3), parce que les nouvelles règles ne se forment pas dans un vide institutionnel, mais dans un contexte de crise spécifique. La composante individualiste vient ensuite, en nous invitant à passer par les individus pour comprendre à la fois l'actualisation des règles et les phénomènes sociaux. La méthode générale, qui s'accorde à cette vision, est un mode de compréhension *post factum* dont les trois temps sont observer, caractériser et comprendre³⁵.

Conclusion

Les analyses prises en compte au point de départ de cet article sont confirmées sur un point essentiel. Si le renouveau de l'institutionnalisme est multiple, il y a trois façons tout à fait distinctes de mener une analyse qui soit apte à ressaisir les institutions en expliquant *a priori* ou en comprenant *post factum* leur formation. Elles ont été complétées et amendées. Le complément porte sur le fond commun de cette triade : la problématique institutionnaliste. Cette dernière se distingue à la fois de la problématique rationaliste et de la problématique structuraliste. Elle en est une combinaison appropriée : considérer que les comportements des individus modernes sont déterminés à la fois par des règles (relevant du registre de la justice au niveau macro) et par la rationalité (exprimant l'intérêt propre de l'individu au niveau micro). L'institutionnalisme rationnel, l'institutionnalisme sociologique et l'institutionnalisme historique se présentent alors comme trois façons distinctes de concevoir cet « à la fois », selon que l'on introduit ou non une relation de cause à effet des règles sur la rationalité et selon le statut de cette relation lorsqu'elle est introduite.

L'amendement est de ne pas voir ces trois modalités comme trois pôles qui auraient à chaque fois deux à deux quelque chose en commun qui les opposerait au troisième - ce qui est toujours le cas lorsqu'on construit une cartographie à partir d'axes de différenciation combinés dans un même plan³⁶. Il s'agit de trois plans (voir figure 7).

Figure 7 : Les institutionnalismes



³⁵ Voir [Billaudot, 2004a], ainsi que [Sapir, 2003].

³⁶ Ainsi, Theret retient que l'IR met en jeu une « perspective calculatrice », l'ISO une « perspective culturelle » tandis que l'IH « conjuguerait ces deux perspectives » (voir supra note 4). Or, s'il s'avère que la norme AIR avec une rationalité exogène et la norme AISO avec une rationalité endogène mettent bien en jeu les deux perspectives opposées en question, on ne parvient en aucune façon à la même concordance pour la norme AIH, puisque dans cette troisième approche la rationalité est tout aussi endogène que dans la seconde.

Cette représentation par plans successifs visualise le fait que ces trois approches ne sont pas de même niveau de complexité. L'institutionnalisme rationnel ne se préoccupe pas d'expliquer les différences entre les comportements des individus et le changement dans le temps de ces comportements, en retenant que la rationalité est exogène. En considérant qu'elle est endogène, c'est-à-dire qu'elle s'exprime par des règles (conventions) qui dépendent du monde dans lequel s'inscrit l'individu et qui doivent être ressaisies par l'analyse, l'institutionnalisme sociologique prend en compte la différence en ignorant encore le changement. En ajoutant que les règles en vigueur sont un produit historique, l'institutionnalisme historique a l'ambition de rendre compte à la fois de la différence et du changement.

Lorsqu'on les envisage comme des étapes méthodologiquement justifiées par le souci de ne pas embrasser d'un coup la réalité sociale dans toute sa complexité, ces trois approches sont complémentaires. Elles le sont dans un sens tout à fait particulier. Il ne s'agit pas de les combiner en prenant dans chacune ce qu'il y aurait de bon. Ce sens précis est le suivant : on se sert de l'analyse réalisée en AIR pour construire en AISo et on se sert ensuite de l'analyse développée en propre au niveau de l'AISo pour construire en AIH. Au premier de ces deux passages, il s'agit essentiellement de l'analyse que Coleman considère comme le lieu crucial de la théorie sociale contemporaine, celle qui montre comment les comportements individuels produisent telle ou telle règle (ou arrangement de règles) à partir d'une rationalité déduite d'un environnement institutionnel exogène. Au second passage, il s'agit essentiellement de l'analyse qui se propose de comprendre cette déduction en considérant que cet environnement est globalement endogène aux comportements individuels et en retenant que les règles ne s'exercent pas sans qu'elles ne soient préalablement interprétées ; autrement dit, on se sert de l'analyse qui couple structuration sociale et structuration de l'individu et qui fait une place dans toute « décision » d'un acteur de suivre une règle, en faisant appel à sa conscience pratique ou à sa conscience discursive, à la justification pour lui et pour les autres de l'intérêt de se comporter de cette façon.

A l'inverse, si on considère l'AIR et l'AISo, non pas comme de simples moments (successifs) dans la compréhension de l'avènement, de la stabilisation et du changement des règles dans l'histoire, mais comme des analyses qui suffisent à expliquer ou comprendre les formes institutionnelles en place au niveau territorial ou à celui d'une organisation particulière à tel moment, cette complémentarité s'efface en laissant la place à des oppositions. L'institutionnalisme holiste (AISo et AIH) se présente alors comme une approche alternative à l'AIR ; puis l'AIH, comme une alternative structuraliste à l'AISo simplement ensembliste.

Cette seconde optique est celle qui remet sur le devant de la scène les affrontements. D'une part, entre les nouveaux orthodoxes qui mettent en œuvre l'AIR - comme extension ou dépassement de l'AR en économie ou comme alternative à l'AS en sociologie et en science politique - et les nouveaux hétérodoxes qui préconisent l'institutionnalisme holiste. D'autre part, entre les hétérodoxes modérés qui se préoccupent d'attirer sur leur position (AISo) une majorité de chercheurs de leur discipline et les autres qui se préoccupent de construire une alternative structuraliste conséquente en AIH. Ce n'est pas essentiellement au plan positif que l'affrontement se situe alors, mais au plan normatif. La contestation de l'AIR par les nouveaux hétérodoxes porte sur l'illusion véhiculée par cette approche lorsqu'on s'y arrête : le chercheur en science sociale serait à même de dire aux citoyens quelles sont les bonnes institutions. Quand aux partisans de l'AIH, pour qui cette approche est la forme la plus complète de mise en œuvre de la PI comme alternative à l'AR ou comme dépassement des

limites de l'AS, ils mettent de plus en exergue l'illusion que véhicule l'AISo : en raison de la cohérence systémique entre rationalité et règles, une mutation de ces dernières s'avèrerait quasiment impossible. La position qu'ils défendent est qu'on ne peut échapper à cette illusion que si la formation des règles est pensée en dynamique avec dépendance de chemin. La guillotine de Hume selon laquelle « on ne peut déduire ce qui doit être de ce qui est » - ce que confirme à sa manière l'AIH en faisant voir que l'avenir est ouvert – aurait dû régler son compte à cette seconde optique. Mais on sait pourquoi il n'en va pas ainsi, c'est-à-dire pourquoi l'affrontement occupe le devant de la scène en occultant la complémentarité. Cela tient à la réflexivité de la science sociale positive : cette connaissance n'a de sens que si elle est un facteur affectant le changement social.

Références

Argyris C. et Schön D.A. [1978], *Organizational learning : a theory of action perspective*, Reading, Addison-Wesly.

Arrow K. J. [1973], « Information and Economic Behavior », lecture to the Fédération of Swedish Industries. Publié dans *The Collected Papers*, vol. 4, Basil Blackwell, 1984, p. 136-152.

Arrow K. J. [1974], *The Limits of Organisations*, New York, Norton. Ed. fr.: 1976, *Les limites de l'organisation*, Paris, PUF.

Balibar E. [1997], « Le structuralisme : méthode ou subversion des sciences sociales », in : Andréani T. et Menahem R. (dir.), *Structure, système, champ et théorie du sujet*, Paris, L'Harmattan.

Batifoulier P. (sous la dir.) [2001], *Théorie des conventions*, Paris, Economica.

Bazzoli L. [2001], *L'économie politique de John R. Commons*, Paris, L'Harmattan.

Billaudot B. [1996], *L'ordre économique de la société moderne : un réexamen de la théorie de la régulation*, Col. Théorie sociale contemporaine, Paris, L'Harmattan.

Billaudot B. [2001], *Régulation et croissance. Une macroéconomie historique et institutionnelle*, Paris, L'Harmattan, 304 p.

Billaudot B. [2002], « Patrimoines productifs, secteur et territoire », *Géographie, Economie, Société*, 4 (2002), pp. 259-303.

Billaudot B. [2004a], « Méthodologie économique », *Ecole doctorale d'économie*, UPMF-Grenoble.

Billaudot B. [2004b], « Proximité, réseaux et coordination industrielle : quelle articulation conceptuelle ? », *Quatrièmes journées de la proximité*, Marseille, 17-18 juin.

Blaug M. [1994], *La méthodologie économique*, 2^o ed., Paris, Economica.

Boltanski L. et Thevenot L. [1991], *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

Boltansky L. et Chiapello E. [1999], *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Boudon R. [1979], *La logique du social*, Paris, Hachette.

Boudon R. [1985], « L'individualisme méthodologique », in : *Encyclopédia Universalis*, Supplément, vol. 2, *Les Enjeux*, pp. 644-647.

Boudon R. [1989], « Subjective rationality and the explanation of social behavior », *Rationality and Society*, 1, 2, pp. 171-196.

Boudon R. [2003], *Raison, bonnes raisons*, coll. *Philosopher en sciences sociales*, Paris, Presses universitaires de France.

Bourdieu E. [1998], *Savoir faire*, Paris, PUF.

Bourdieu P. [1980], *Questions de sociologie*, Paris, Les Editions de Minuit.

Bourdieu P. [1994], *Raisons pratiques*, Paris, Seuil.

Boyer R. [2003a], « Les analyses historiques comparatives du changement institutionnel : quels enseignements pour la théorie de la régulation ? », *L'Année de la régulation*, n° 7, 2003-2004, pp. 167-203.

Boyer R. [2003b], « Les institutions dans la théorie de la régulation », *Document de travail Cepremap*, n° 2003-08.

Boyer R. et Saillard Y. (dir) [2002], *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La découverte.

Caille A. [1986], *Splendeurs et misères des sciences sociales*, Genève, Droz.

Chanteau J.-P. [2003], « La dimension socio-cognitive des institutions et de la rationalité : éléments pour une approche holindividualiste », *L'Année de la Régulation*, vol.7, 2003-2004, pp. 49-92.

Charreaux G. [1999], « La théorie positive de l'agence : lectures et relectures », in Koenig G. (coord.), *De nouvelles théories pour gérer l'entreprise du XXI^e siècle*, Paris, Economica, pp. 61-141.

Chavance B. [2001], « Organisations, institutions, système : types et niveaux de règles », *Revue d'économie industrielle*, n° 97-4^e trim., pp. 85-102.

Cherkaoui M. [2003], « Les transitions micro-macro. Limites de la théorie du choix rationnel dans les *Foundations of social theory* », *Revue française de Sociologie*, 44-2, avril-juin, pp. 231-254.

Coleman J. S. [1986], « Social theory, social research and a theory of action », *American journal of sociology*, 91, 6, pp. 1309-1335.

Coleman J.S. [1990], *Foundations of Social Theory*, Cambridge (Mas.), Belknap Press of Harvard University Press.

Commons J. R. [1934], *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, The University of Wisconsin Press, 1959, 2 vol. (1^o ed. 1934, Macmillan).

Defalvard H. [1992], « Critique de l'individualisme méthodologique revu par l'économie des conventions », *Revue économique*, n° 1, janvier, pp.127-143.

Defalvard H. [2000], « L'économie des conventions à l'école des institutions », *Document de travail*, Noisy le Grand, Centre d'étude de l'emploi, n°2, juillet.

Descombes V. [1979], *Le même et l'autre*, Paris, Editions de Minuit.

Descombes V. [1996], *Les institutions du sens*, Paris, Editions de Minuit.

DiMaggio P. et Powell W. [1991], *The New Institutionnalism in Organizational Analysis*, Chicago, The University of Chicago Press.

DiMaggio P. et Powell W. [1997], (trad. fr. de l'introduction de [1991]), « Le néo-institutionnalisme dans l'analyse des organisations », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n° 40, quatrième trimestre, pp. 113-154.

Dupuy J. -P. [1992], *Introduction aux sciences sociales. Logique des phénomènes collectifs*, Paris, Ellipses.

Dupuy J.-P., Eymard-Duvernay F., Favereau O., Orléan A., Salais R., Thevenot L. [1989], « L'économie des conventions », *Revue économique*, vol. 40 n° 2, mars.

Durkheim E. [1894], *Les règles de la méthode sociologique*, réed [1988], Paris, Flammarion.

Eymard-Duvernay F. [2002], « Pour un programme d'économie institutionnaliste », *Revue économique*, n° 52, mars 2002, pp. 325-336.

Elias N. [1985], *La société de cour*, Paris, Flammarion.

Giddens A. [1987], *La constitution de la société*, Paris, PUF (trad. fr. de *The constitution of society*, Cambridge, Polity Press, 1984).

Girard R. [1978], *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Paris, Grasset.

Goldmann L. [1977], « Structuralisme génétique en sociologie de la littérature », in Goldmann A., Lowy M. et Sami N. (eds.), *Le structuralisme génétique. L'œuvre et l'influence de Lucien Goldmann*, Paris, Denoël, pp. 17-38.

Hall P. et Taylor R. [1996], « Political Science and the Three New Institutionnalisms », *Political Studies*, dec. ; trad.fr. : [1997], « La science politique et les trois néo-

institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 3-4, juin-août, pp. 469-495.

Hirschman A.O. [1995], *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.

Klockhohn C. [1951], « Values and Values-orientations in the Theory of Action », in Parsons T. et Schils E., *Toward a General Theory of Action*, Cambridge (Mass.).

Lestienne R. [1993], *Le hasard créateur*, Paris, La Découverte.

Lipietz A. [1988], « La trame, la chaîne et la régulation », *Documents de travail*, Cepremap, n° 88-16.

Lordon F. [2003], « Conatus et institutions : pour un structuralisme énergétique », *L'Année de la Régulation*, vol. 7, 2003-2004, pp.111-146.

Mouchot C. [1996], *Méthodologie économique*, Paris, Hachette.

Mäki, U., Gustafsson B. et Knudsen C. (dir.) [1993], *Rationality, institutions and economic methodology*, London, New York, Routledge.

North D. [1990], *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.

Orlean A. [1994], « Vers un modèle général de la coordination économique par les conventions », in Orlean A. (dir.), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF, pp. 9-40.

Piaget J. [1968], *Le structuralisme*, Paris, PUF.

Pirou G. [1939], *Les nouveaux courants de la théorie économique aux Etats-Unis. Tome II : L'économie institutionnelle*, (2° ed.), Paris, Domat-Montchrestien.

Postel N. [2003], *Les règles dans la pensée économique contemporaine*, Paris, CNRS Editions, 260 p.

Ragot X. [2003], « L'économie est-elle structuraliste: un essai d'épistémologie », *Forum de la Régulation 2003*, oct., Paris.

Salais R. [1998], « A la recherche du fondement conventionnel des institutions », in Salais R. (eds.), *Institutions et conventions*, Paris, Editions de l'EHESS, pp.255-291.

Sapir J. [2003], *Les trous noirs de la science économique*, Paris, Editions poche.

Servais O. [2000], « Les modèles d'action dans la théorie de la régulation. Habitus, rationalité, routine », *Economies et Sociétés*, Tome XXXIV, n° 1, Janv. 2000, Série Théorie de la régulation, R, n° 11.

Servais O. [2002], « Croyances et dispositions dans la théorie de la régulation », Journées d'étude *Institutionnalismes et évolutionnismes. Confrontations autour de perspectives empiriques*, Lyon, 2 et 3 dec. 2002.

Scitovsky T. [1978], *L'économie sans joie*, Paris, Calman Levy.

Simmel G. [1987], *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF.

Simon H. [1976], « From Substantive to Procedural Rationality », in Latsis S. (dir.), *Method and Appraisal in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, pp.129-148.

Srinivasan R. [1984], *Entretiens avec Svami Prajnanpad*, Paris, L'Originel.

Steiner P. [2003], « Les *Foundations* de James S. Coleman : une introduction », *Revue française de Sociologie*, 44-2, 2003, pp. 205-229.

Theret B. [2000a], « Institutions et institutionnalismes : vers une convergence des conceptions de l'institution ? », in Tallard M., Theret B. et Uri D. (dir.), *Innovations institutionnelles et territoires*, Paris, L'Harmattan.

Theret B. [2000b], « Nouvelle économie institutionnelle, Economie des conventions et Théorie de la régulation : vers une synthèse institutionnaliste ? », *La lettre de la régulation*, dec., pp. 1-4.

Theret B. [2003], « Institutionnalismes et structuralismes : oppositions, substitutions ou affinités électives ? », *Cahiers d'économie politique*, n° 44, L'Harmattan.

Ughetto P. [2003], « Action et interprétation : les bases d'un rapprochement paradigmatique au sein des analyses hétérodoxes », *Forum de la Régulation 2003*, oct. , Paris.

Veblen T. [1971], *Les ingénieurs et le capitalisme*, Paris, Gordon et Breach – Publications Gramma.

Weber M. [1995], *Economie et société*, Paris, Agora pocket, Plon.

Williamson O. [1996], « Efficiency, power, authority and economic organisation », Groenevegen J. (dir.), *Transaction cost, economics and beyond*, Boston, Kluwer Academic Publishers.